



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

**LES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES EN IRAK : ATOUT OU FAIBLESSE POUR
L'INTERVENTION AMERICAINE ?**

**Mémoire de géopolitique
du capitaine de corvette Guillaume Arnoux
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des États-Unis »**

Directeur : Nicolas Kessler.

Mars 2007.

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les sociétés militaires privées en Irak : atout ou faiblesse pour l'intervention américaine ?
2. Mémoire de géopolitique : SMP en Irak.
3. Capitaine de corvette, marine, Guillaume Arnoux , France.
4. mars 2007.
5. Division C – groupe C2.
6. Mémoire de géopolitique.
7. La privatisation (*outsourcing*) des fonctions de défense aux États-Unis s'inscrit dans la dynamique d'une politique libérale de privatisation de tous les secteurs publics américains. Alors qu'il y a à peine une dizaine d'années, elles se limitaient aux conflits africains, les sociétés militaires privées (SMP ou PMCs pour *private military companies*) occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les crises modernes : quelques mois après la chute du régime de S. Hussein, près de 20 000 personnes relevant de la sécurité privée opéraient en Irak. Aujourd'hui, l'Irak est le plus grand marché pour l'industrie militaire privée ; 80 SMP sont présentes sur le territoire.

Les SMP contribuent à assurer la sécurité des entreprises de reconstruction, elles maintiennent en condition opérationnelle de nombreux équipements. Elles participent aussi à la formation des forces et de la police irakiennes et peuvent même avoir un rôle tactique dans les zones de combats. En bref, ces sociétés de droit privé sont indispensables à l'action de la coalition en Irak. Parallèlement, ces mêmes sociétés sont impliquées dans les affaires les plus controversées de la guerre en Irak.

Que faut-il en conclure ? Les SMP sont-elles un atout ou au contraire une entrave au bon déroulement des opérations en Irak ?

8. Externalisation, SMP, Irak, guerre, privatisation, États-Unis.

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier Sami Makki, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) pour ses conseils et son soutien attentionné.

LES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES EN IRAK : ATOUT OU FAIBLESSE POUR L'INTERVENTION AMÉRICAINE ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE: SMP : UN PARTENARIAT PUBLIC/PRIVÉ.

Évolution du monde et émergence d'un phénomène.

Institutionnalisation de la privatisation.

Le contrôle étatique.

DEUXIEME PARTIE: LES SMP EN IRAK.

Coalition of the billing.

Une implantation obscure.

Trois niveaux de services - exemples.

Coordination sur le terrain.

TROISIEME PARTIE: LES QUESTIONS SOULEVÉES.

Le profit des entreprises et leur contrôle.

Absence de règles pour une industrie importante.

Le recrutement / les hommes.

L'action publique par des moyens privés.

SMP et droit international.

L'avenir des militaires.

QUATRIEME PARTIE: LES LEÇONS DE L'IRAK.

Le scandale de la prison d'Abu Ghraib.

Le programme LOGCAP, une vulnérabilité américaine ?

La reconstruction de l'Irak.

La militarisation de l'humanitaire.

Le bilan du recours aux SMP en Irak.

Les perspectives.

ABRÉVIATIONS

CENTCOM	U.S. Central Command
CIMIC	Civil Military Cooperation
CPA	Coalitional Provisional Authority
DMDC	Defence Manpower Data Center
DOD	Department of Defence
GAO	Government Accountability Office
ICRC	International Committee of Red Cross
ITAR	International Traffic Arms Regulation
JAG	Judge Avocate General
LOGCAP	Logistic Civilian Augmentation Program
MNC-I	Multi-National Corps-Iraq
MNF-I	Multi-National Force-Iraq
ONG	Organisation non gouvernementale
PCO	Project and Contracting Office
QDR	Quadriennial Defence Review
ROC	Reconstruction Operations Center
ROE	Rules of Engagement
USAID	U.S. Agency for International Development

INTRODUCTION

La guerre moderne n'est plus uniquement l'œuvre d'armées publiques. Aussi, les pratiques d'externalisation de la Défense se sont-elles développées principalement dans les pays anglo-saxons sous l'effet conjugué de la mondialisation, de la réduction des forces armées et de la « rationalisation » des budgets de la Défense.

La privatisation (*outsourcing*) des fonctions de défense aux États-Unis est d'abord le fait d'une nouvelle forme de management caractérisé par des partenariats avec le secteur privé. Sous administration républicaine, ce phénomène s'inscrit dans la dynamique d'une politique libérale de privatisation de tous les secteurs publics américains.

Alors qu'il y a à peine une dizaine d'années, elles se limitaient aux conflits africains, les sociétés militaires privées (SMP ou PMCs pour *private military companies*) occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les crises modernes : quelques mois après la chute du régime de S. Hussein, près de 20 000 personnes relevant de la sécurité privée opéraient en Irak. Ces sociétés privées aux activités et aux ramifications mondiales (essentiellement occidentales et anglo-saxonnes) se nomment DynCorp Inc., Military Professional Resources Inc. (MPRI) ou Kellogg Brown and Root (KBR). Ces sociétés sont présentes sur tous les continents : dans les Balkans (Kosovo, Bosnie), en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique Latine.

L'Irak est aujourd'hui le plus grand marché pour l'industrie militaire privée ; 80 SMP sont présentes sur le territoire. L'industrie militaire privée a fourni plus de forces que tous les autres pays non américains de la coalition réunis. Ces chiffres ne sont pas qu'une allégation : depuis le début de la campagne, plus de 300 militaires privés ont été tués et 3 000 autres ont été blessés¹. Les SMP ont été impliquées à tous les niveaux dans les opérations, depuis le « jeu de guerre » (*war-gaming*) et l'entraînement avant l'invasion jusqu'aux opérations de soutien logistique pendant la guerre. Les SMP contribuent à assurer la sécurité des entreprises de reconstruction, elles maintiennent en condition opérationnel de nombreux équipements. Elles participent aussi à la formation des forces et de la police irakiennes. Elles peuvent aussi avoir un rôle tactique dans les zones de combats. En bref, ces sociétés de droit privé sont indispensables à l'action de la coalition en Irak. Mais parallèlement, ces mêmes sociétés sont impliquées dans les affaires les plus controversées de la guerre en Irak. Retenons par exemple les reproches faits à la société Halliburton dont Dick Cheney était l'ancien vice-président ou encore le meurtre d'employés de la société Blackwater à Fallujah ou bien le scandale des sévices à la prison d'Abu Ghraib ou les principaux protagonistes étaient employés de SMP (CACI et Titan).

¹ Chiffres de février 2006. P.W. Singer. Depuis les chiffres avancés sont de 428 morts et 4 000 blessés, John Geddes, *Autoroute vers l'enfer*, Movie Planet.

Que faut-il en conclure ? Les SMP sont-elles un atout ou au contraire une entrave au bon déroulement des opérations en Irak ?

Ce mémoire tente d'apporter une réponse à ces questions. Il est composé de quatre parties. L'étude de l'évolution d'un phénomène au cours des dix dernières années puis l'analyse de la situation en Irak permet de mieux comprendre les enjeux de l'externalisation pour les forces américaines déployées. Les leçons tirées de la situation en Irak et des nombreuses difficultés rencontrées montrent à quel point ce phénomène nouveau mérite d'être mieux maîtrisé et connu pour qu'à terme, les effets pernicioeux de ces pratiques soient contrôlés et maîtrisés.

1. SMP : UN PARTENARIAT PUBLIC/PRIVÉ.

Le volume des forces américaines déployées en permanence à l'étranger a baissé de 50 % depuis 1991. Parallèlement, les forces américaines subissent une transformation importante qui s'accompagne d'un redéploiement des forces et d'une politique libérale d'externalisation favorisée par l'évolution internationale.

1.1. Évolution du monde et émergence d'un phénomène.

Plusieurs facteurs expliquent la tendance actuelle du recours aux sociétés militaires privées (SMP). Les principaux sont liés aux restrictions budgétaires qui touchent les armées alors qu'elles sont paradoxalement de plus en plus sollicitées pour intervenir sur les théâtres extérieurs. La multiplication des conflits locaux aux enjeux limités pour lesquels les États hésitent à intervenir directement favorise aussi le phénomène.²

Notons que cette évolution s'accélère ; elle procède des nouveaux mécanismes de gouvernance qui se mettent en place. En effet, les institutions politiques nationales sont de plus en plus impuissantes face aux défis globaux auxquels le monde est confronté. Pour combler ces lacunes, une gouvernance dite « globale » faisant intervenir des « réseaux » d'organisations internationales, des gouvernements nationaux, le secteur privé, les syndicats et les ONG, se met en place. Si l'État reste un acteur central, il doit néanmoins compter avec d'autres intervenants plus compétents que lui, comme les SMP pour des expertises très spécifiques.

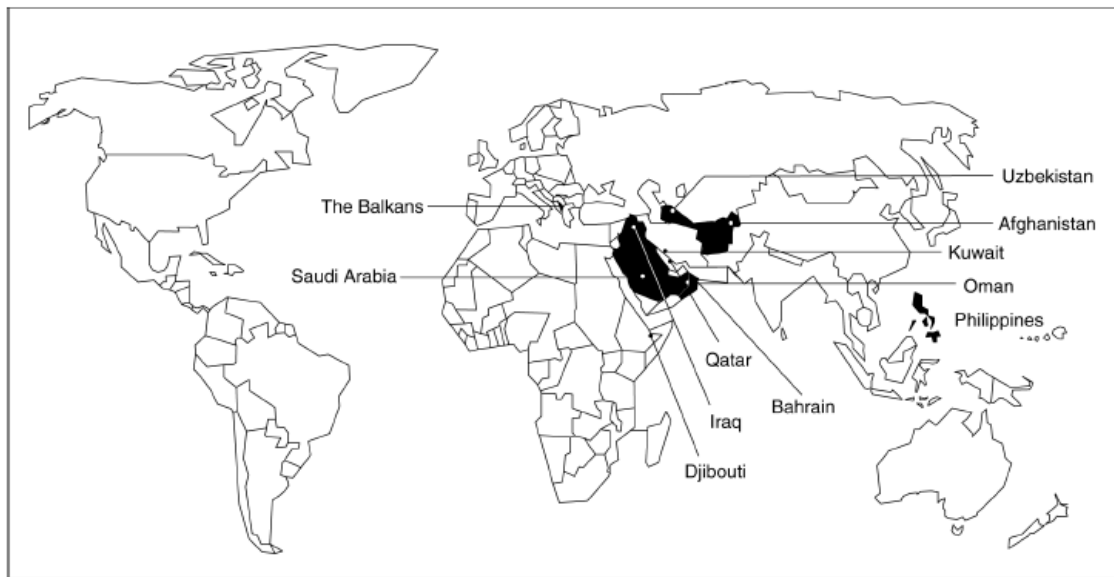
Depuis le début des années 90, le département de Défense américain (DOD) a ainsi externalisé bon nombre de fonctions logistiques et opérationnelles pour supporter les troupes américaines dans les opérations de combats, lors des missions de maintien de la paix, d'aide humanitaire, que ce soit en Somalie, en Haïti, en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan ou encore en Irak.

Durant cette décennie, les évolutions ont été significatives et le phénomène s'est banalisé : lors de la première campagne en Irak en 1991, le nombre d'employés de SMP (*contractors*) était de 1 acteur privé pour 100 soldats. Aujourd'hui en Irak ce taux est 10 fois supérieur.

Dans la phase actuelle du déploiement en Irak, ces acteurs privés représentent la deuxième force d'occupation, soit l'équivalent de 20 % des forces américaines.

² Ces causes sont de plus en plus fondées dans la mesure où le monopole de l'État sur l'exercice de la contrainte légitime s'érode dans les esprits grâce à l'émergence d'idées ultralibérales et aux pratiques des pays anglo-saxons.

Fig 1 : Pays dans lesquels les SMP soutiennent les forces américaines en opération (2003).



Source: GAO.

1.2. Institutionnalisation de la privatisation.

1.2.1. Epine dorsale de la stratégie globale du footprint.

« Étendre la sphère démocratique exige des changements de régime passant par un déploiement croissant de troupes au sol pour prendre le contrôle du territoire. »³

Pour cela, le Pentagone est engagé dans une transformation qualifiée de plus importante depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce processus vise à réévaluer le déploiement des forces dans le monde pour permettre aux États-Unis de mener des opérations expéditionnaires rapides tout en maintenant les forces nécessaires sur le territoire américain (CONUS) pour en assurer la défense (*homeland defense*). Ce déploiement s'accompagne d'une externalisation de la logistique (comme le programme LOGCAP⁴). Le programme LOGCAP, selon les termes du contrat, porte les délais d'acheminement de la logistique à moins de soixante douze heures, sur tous les points de la planète, après notification par le Pentagone.

Mais l'idée est aussi de pouvoir disposer de bases « virtuelles », avant-postes d'expéditions modulables, qui permettent une présence durable ou limitée. La stratégie établie par le secrétaire à la Défense consiste ainsi à rapprocher les forces américaines des zones de conflits potentiels en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique.

C'est dans ces trois dernières régions que la stratégie américaine du « *chapelet d'encercllement du monde* » apparaît le plus clairement.⁵

³ D. Rumsfeld

⁴ Logistic Civil Augmentation Program : Ce programme essentiel d'externalisation est étudié au paragraphe 1.3.1.

⁵ Ce redéploiement stratégique s'accompagne en contrepartie de la fermeture de 62 bases et de quelques 800 installations mineures dans le monde.

C'est ainsi que le commandant de l'EUCOM, le général James Jones, envisage en 2004 la création de « feuilles de nénuphars », des petites installations, capables d'être agrandies, employant peu de personnels et servant de tremplins pour intervenir de manière préemptive dans les crises grâce à un nombre important d'équipements projetables rapidement.⁶ C'est la pierre d'achoppement de la stratégie américaine : la fameuse « guerre préemptive ».⁷

Les nouvelles bases sont pour la majorité d'entre elles construites et entretenues par des SMP dont l'une des plus impliquée est la filiale d'Halliburton, Kellogg Brown and Root (KBR) dans le cadre du fameux contrat LOGCAP. Ainsi, l'entreprise KBR finance et entretient la gigantesque base de Camp Doha⁸ au Koweït depuis 1991. C'est à partir de cette base que l'invasion de l'Irak s'est faite en 2003. Depuis le début de la guerre, KBR assure le soutien (nourriture, logement, vie de camp) des 20 000 GI qui vivent en permanence à Camp Doha.

Par cette nouvelle posture militaire, l'administration américaine impose aux forces armées de s'adapter et devenir plus maniables, légères et mobiles.

1.2.2. Une volonté affichée dans la QDR 2006.

L'externalisation évoquée dans les textes stratégiques américains les plus récents, comme la *Quadrennial Defense Review*, est présentée comme une transformation de l'outil de défense américain qui s'inscrit dans une logique libérale. Pour autant, cette logique a des limites ; depuis la QDR 2002, le Pentagone souhaite dresser des bornes à la dynamique de la privatisation par le contrôle des partenariats public-privé. Il fait ainsi la distinction entre fonctions essentielles et secondaires.

Par ailleurs, le Département de la Défense souhaite également tirer parti de l'expérience des conflits récents pour définir les contours et les limites de la privatisation. L'Irak est un gigantesque champ d'expérimentation de ces pratiques.

Nous verrons que le cadre imposé est à relativiser ; en Irak en effet, la logique d'externalisation semble sans limite.

Dans son nouveau concept de « force totale du 21^{ème} siècle »⁹, la QDR 2006 précise le rôle primordial de chaque composante des trois millions de personnes qui travaillent pour le département de la Défense : « *The Department's Total Force- its active and reserve military*

⁶ Source Sami Makki

⁷ "To forestall or prevent such hostile acts by our adversaries, the United States will, if necessary, act preemptively". National Security Strategy.

⁸ Le camp a été construit et est entretenu entièrement par une vaste opération privée d'un consortium nommé Combat Support Associates (CSA). Cette initiative privée a permis aux américains de se lancer dans la bataille dans les meilleures conditions ; elle n'est pas étrangère au succès des opérations en 2003.

⁹ QDR 2006 – Developing a 21st century total force – p 75.

components, its civil servants, and its contractors – constitutes its warfighting capability and capacity ». La QDR s'appuie sur les expériences récentes pour réaffirmer la nécessité d'entraîner et d'équiper les acteurs civils (*contractors*).

Parallèlement, le document (QDR) préconise de monter des exercices communs pour une meilleure implication et une meilleure coordination sur les théâtres d'opérations. Il encourage la mise en place de langage et procédures communs pour une meilleure compréhension des acteurs. En bref, il tente d'apporter des solutions aux difficultés que rencontrent les américains, aujourd'hui en Irak, lorsqu'il s'agit de coordonner des actions avec des acteurs multiples qui ne se connaissent pas et ne se parlent pas.

1.2.3. *Un marché important.*

Malgré un essor récent ces 15 dernières années, le revenu global de la privatisation de la force militaire est estimé à plus de 100 milliards de dollars par an. Plus de 3000 contrats ont été signés entre les gouvernements successifs et les SMP entre 1994 et 2004 pour plus de 300 milliards de dollars.¹⁰

La croissance de cette économie est suffisamment significative pour être un enjeu de lobbying. Les SMP sont en effet, comme les entreprises américaines les plus performantes, familiarisées avec l'emploi de lobbyistes et les donations pour les campagnes politiques. En 2001, les 10 SMP les plus importantes ont dépensé \$32 millions en lobbying et \$12 millions en donations. Les sociétés les plus généreuses sont Halliburton et DynCorp.

Mais les plus grands ne sont pas les seuls à bénéficier d'un marché juteux. La société Blackwater¹¹ a connu une croissance phénoménale ces dix dernières années.

Les SMP font parties des rares industries qui ont profité d'un essor économique important après les attaques du 11 septembre 2001. Alors que les marchés américains et l'économie mondiale ont souffert des conséquences des attaques, les SMP du « Stock Exchanges » ont bénéficié d'une croissance de 50 pour cent en moyenne. Des nouvelles sociétés se sont lancées dans cette économie. De nombreuses entreprises PMC ont été rachetées par de grands groupes et sont devenues des filiales lucratives d'industriels puissants¹².

Mais la guerre en Irak reste le terrain d'expérimentation le plus significatif de la très bonne santé de ce secteur : c'est le plus grand marché économique pour les SMP. En Irak, les acteurs privés jouent un rôle crucial jamais atteint jusqu'à présent.

¹⁰ Chiffres donnés par Sami Makki, *Le Monde Diplomatique*, novembre 2004.

¹¹ Voir annexe 2.

¹² Trois exemples : Halliburton et sa filiale KBR ; L3-Com et sa filiale MPRI ; Computer Science Corporation et sa filiale DynCorp.

1.3. Le contrôle étatique.

1.3.1. Les différents types de contrats

De nombreuses agences américaines membres du Département de Défense ou non ont la possibilité de signer des contrats pour le soutien des forces déployées. Ces contrats sont principalement de trois types : des contrats de soutien de théâtre, des contrats de soutien externe, et des contrats de maintien en condition de systèmes de combat.¹³

Les **contrats de soutien de théâtre** sont normalement passés par les agences associées avec le commandement régional des opérations comme le commandement central (U.S. Central Command) ou les commandements de composantes (Service Component Commands). Ils concernent d'une part, des besoins récurrents comme la location ou la réparation de matériel, des petites constructions, du renseignement, mais aussi, la fourniture de biens ou services dans les zones de déploiement.

Les **contrats de soutien externe** sont délivrés par des autorités indépendantes du commandement des opérations comme l'agence logistique de la défense (Defense Logistic Agency), le corps des ingénieurs de l'armée de terre (U.S. Army Corps of Engineers) ou l'agence des ingénieurs civils de l'armée de l'air (Air Force Civil Engineer Support Agency). Le fameux contrat LOGCAP est un exemple de contrat de soutien externe. Ce contrat initialement signé par l'armée de terre en 1985 permet à la fois de planifier l'emploi des agences civiles de soutien (les SMP) lors de crises et aussi de tirer parti des ressources civiles aux États-Unis et en déploiement pour améliorer l'efficacité des forces actives et de réserve.

Enfin, les **contrats de maintien en condition de systèmes de combat** sont destinés à fournir les moyens nécessaires à la disponibilité des forces. Ils concernent le maintien en condition à long terme mais également le soutien ponctuel et spécifique. Ces contrats sont majoritairement délivrés par les commandements responsables des constructions et des achats de matériel militaire.

Nous le voyons, de par la multiplicité des agences et des contrats envisageables, dans chaque service ou agence, de nombreux officiers avec un degré de connaissance fluctuant à la fois des besoins de SMP et des lieux de déploiement des militaires, peuvent ainsi souscrire des contrats pour le soutien des forces déployées.¹⁴

¹³ Distinctions établies par Isenberg David, British American Security Information Council (BASIC), Basic research report, *A Fistful of Contractors: The Case for a Pragmatic Assessment of Private Military Companies in Iraq*, 2004.

¹⁴ Rapport du GAO – GAO-03-695, *Military Opérations : contractors Provide Vital Services to Deployed Forces*, 2003.

En fonction des contrats signés, les employés des SMP concernées peuvent être américains ou de nationalité différente. Par exemple, les contrats de maintien en condition de systèmes de combats s'adressent principalement à des Américains alors que les employés qui fournissent la nourriture et le logement en Irak peuvent être aussi de nationalité irakienne ou autre.

1.3.2. *Un contrôle limité*

Dans la continuité, le rapport du GAO de juin 2003¹⁵ soulignait les insuffisances en informations et le manque de contrôle (*lack of oversight*) des compagnies militaires privées aux États-Unis : « aucun système centralisé n'est chargé de comptabiliser et de suivre l'ensemble des contrats d'externalisation passés par les agences américaines ». Ce constat met en exergue la dépendance croissante de l'État fédéral à l'égard de ces acteurs privés.

Les auteurs du rapport soulignent, à de nombreuses reprises, le manque de clarté et de précision dans la définition des rôles et responsabilités de chaque acteur. Du fait de la confusion qui prédomine sur le terrain, le manque de méthodes des opérateurs privés dans l'évaluation et l'amélioration de leur mission présenterait un risque réel.

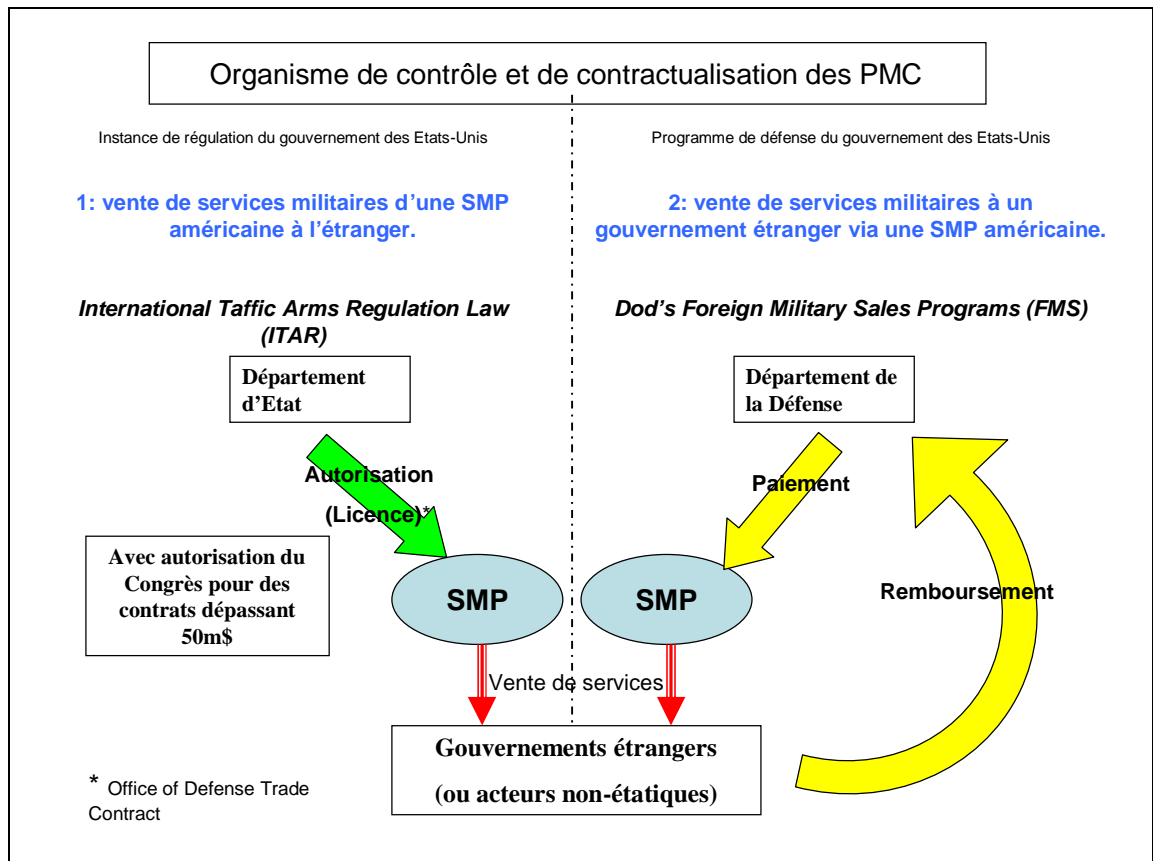
Les contrats entre le gouvernement américain et les SMP qui dépassent 50 millions de dollars doivent, en principe, être signalés au Congrès. En outre, les sociétés de droit privé sont tenues de respecter les règles internationales de détention et de transfert d'armement, c'est-à-dire les règlements de l'ITAR (International Traffic in Arms Regulations). Ces dispositions devraient permettre de poser des jalons.

Pourtant, le Congrès comme le Sénat n'ont qu'une vision très imprécise de la situation ; ils ont conjointement demandé au Pentagone en 2004, d'une part, d'éditer des directives pour contrôler les SMP en Irak et d'autre part, de rédiger un rapport sur l'activité de ces sociétés.

En Irak aujourd'hui, seul un standard minimum de règles permet aux autorités américaines et irakiennes d'enregistrer les SMP. Les volontés d'un contrôle plus efficace se manifestent ; des initiatives comme celles du rapport de Richard Armitage (deputy Secretary of State) et Paul Wolfowitz (deputy Secretary of Defense) ont l'ambition de « fournir un plan détaillé pour l'adoption future de règles communes de coordination et de sécurité à l'usage de toutes les nations qui emploient des sociétés privées de défense pour la reconstruction de l'Irak ».

¹⁵ Rapport du GAO – GAO-03-695, *Military Opérations : contractors Provide Vital Services to Deployed Forces*, 2003.

Fig 2 : Contractualisation et contrôle des SMP (PMC).



Sources : Sami Makki, *Militarisation de l'humanitaire, Privatisation du Militaire*, Editions du CIRPES, coll. « Cahier d'études Stratégiques », n°36-37, 2004; P.W. Singer, *Corporate Warriors : the Rise of the Privatized Military Industry*, Cornell University Press, 2003.

1.3.3. Une connaissance des contrats douteuse.

Le Pentagone reconnaît le besoin essentiel du recours aux SMP dans les opérations. Paradoxalement, alors qu'il s'y était engagé¹⁶, il n'identifie pas précisément les besoins vitaux et immédiats à externaliser dans la planification des opérations lors d'une crise. Le besoin essentiel qui doit nécessairement être externalisé n'est pas toujours pris en compte lors des planifications. En effet, les contrats doivent être en théorie réexaminés tous les ans et si nécessaire reconduits. Dans la pratique ce n'est pas le cas.¹⁷ Il y a donc une latence certaine dans la gestion des contrats les plus urgents. Plus généralement, la multitude des contrats limite leur connaissance, leur suivi et leur gestion.

Même si les autorités ont connaissance de ces difficultés et émettent des directives¹⁸ depuis 1988, celles-ci sont loin d'être appliquées à la lettre par les nombreux gestionnaires de contrats.

¹⁶ Voir chapitre 1.2.2. Une volonté affichée dans la QDR.

¹⁷ Sources : rapport GAO – 03-695, 2003.

¹⁸ L'instruction 3020.37 de 1991 prescrit des procédures pour un suivi et une connaissance des contrats passés.

Ces difficultés de gestion et de suivi des contrats ont donc deux conséquences fâcheuses : les contrats dits essentiels peuvent manquer et à l'inverse, d'autres contrats sont reconduits alors que le besoin n'existe plus.

Cette méconnaissance des contrats a aussi une conséquence indirecte : le département de Défense n'est pas en mesure de prendre en compte le capital humain d'opérateurs privés dans sa stratégie d'emploi contrairement à ce qui est souhaité dans la QDR.

1.3.4. *Les préoccupations et les efforts en Irak.*

Le Congrès s'est prononcé à plusieurs reprises pour que l'activité des SMP soit strictement encadrée et pour que le gouvernement donne des directives spécifiques. Au temps de l'administration américaine de l'Irak, l'autorité provisoire de la coalition (CPA) a donné des orientations précises.

Les règles émises par le CPA concernent les circonstances dans lesquelles, les SMP sont autorisées à employer la force. Ces règles permettent aux SMP de faire des prisonniers civils, d'user de la force en cas de légitime défense ou pour défendre les personnes dont elles ont la charge. L'activité future des SMP en Irak est également prise en compte.

Aujourd'hui, celles-ci doivent respecter les prescriptions du ministère de l'intérieur irakien ; et les règles sont les mêmes. Dans la théorie, le ministère de l'intérieur irakien est ainsi en mesure de réguler et gérer l'activité des SMP.

Depuis la fin des années 80, l'externalisation des tâches de Défense et de sécurité s'inscrit dans une véritable politique libérale aux États-Unis. Dans cette perspective, E. Smith analyse la stratégie militaire comme l'ajustement optimal de moyens techniques à des fins politiques. Les SMP permettent aux États-Unis de garder un excellent niveau de performance sur l'ensemble de ses missions.¹⁹ Mais parallèlement, les autorités qui délivrent les contrats sont nombreuses ; contrôle et suivi de ces contrats sont délicats. La crise en Irak a vu très nettement le nombre de contrats s'accroître. Les préoccupations évoquées sont donc légitimes. Pour s'en convaincre, évoquons la situation en Irak.

¹⁹ Smith E, *The New Condottieri and US Policy: The Privatization of Conflict and Its Implications*, Parameters, 2003, pp. 106-119.

2. LES SMP EN IRAK.

2.1. **Coalition of the billing.**

En annonçant le chiffre de 20 000 acteurs privés en Irak Peter Singer dans un article du *Foreign affairs* faisait un clin d'œil à la « *coalition of the willing* » de l'administration Bush en suggérant qu'il était plus juste de la nommer « *coalition of the billing* »²⁰. En effet, les enjeux économiques du soutien des forces en Irak sont énormes.

2.1.1. *Un besoin essentiel pour la coalition en Irak.*

Au plus fort des combats à l'été 2003, les sociétés privées fournissaient non seulement la nourriture et le logement aux troupes américaines mais entretenaient également des systèmes d'armes sophistiqués comme les bombardiers furtifs B2, les F-117, les drones « Global Hawk », les avions de reconnaissance U-2, les tanks M-1 ou encore les hélicoptères Apaches. Même si les civils ont toujours accompagnés les militaires américains dans leurs campagnes, les forces américaines n'ont jamais été aussi dépendantes des acteurs civils que pendant la campagne d'Irak²¹. Dans une moindre mesure, les autres alliés de la coalition, les Britanniques et les Australiens sont aussi fortement dépendants du soutien civil.

Pendant l'occupation de l'Irak, la présence des sociétés civiles était bien plus forte que toutes les estimations officielles du Pentagone. Le nombre de civils est très vite monté aux alentours de 30 000²². De nombreuses missions initialement réservées aux militaires ont été rapidement externalisées. Ainsi, la zone protégée « Green zone » à Bagdad a très vite été gardée par des sociétés privées.

Indispensables au bon déroulement des opérations en Irak, les SMP prennent une part grandissante des opérations sur le terrain. Issues d'une politique volontaire, elles sont devenues essentielles pour conserver le meilleur niveau opérationnel des troupes en Irak.

2.1.2. *Le Département de Défense emploie des SMP pour combler les lacunes militaires.*

Le département de Défense emploie des SMP en soutien des forces pour **combler les limitations militaires** : les communications, les interprètes, l'entretien et l'administration des bases, l'analyse de renseignement, etc. L'emploi des SMP permet à la force américaine de conserver tout l'étendu de son savoir faire sur les nombreux théâtres d'opérations. Ce sont aussi les limitations imposées du volume des forces militaires déployées (*force caps*) qui poussent le

²⁰ "As of March, 2005, there were more than 20,000 foreign (non-Iraqi) private military contractors in Iraq. 6,000 of these are in armed tactical roles". Peter W. Singer, "Outsourcing War," *Foreign Affairs*, March 2005.

²¹ Le pourcentage de civil en 2003 était estimé à 10 pourcent du contingent américain ce qui représente 10 fois le pourcentage de la première guerre du Golfe.

²² Voir paragraphe 3.3. Une implantation obscure.

département de défense à externaliser le plus possible. L'externalisation en Irak permet ainsi de remplir trois fonctions :

- **préservé des capacités** de combat en recentrant l'activité des soldats sur les missions militaires et le combat ;
- **palier un manque d'expertise** spécifique. C'est par exemple, l'entretien des hélicoptères Apache et Blackhawk qu'utilise la garde nationale. C'est aussi la maintenance et l'emploi de certains drones comme le PUAV (Predator Unmanned aerial vehicle) en attendant que les compétences soient développées dans l'armée de l'air.
- **Ne pas développer des compétences** trop coûteuses comme par exemple l'emploi de drones spécifiques et modernes.

2.2. Une implantation obscure.

2.2.1. *Des chiffres difficiles à connaître.*

Le nombre de SMP implantées en Irak est inconnu. En réponse à une demande du congrès, un rapport du CPA listait en 2005, 60 sociétés militaires privées employant plus de 20 000 personnes de nationalités américaine, irakienne ou autre. Mais la liste est incomplète. Par exemple, il manquait les compagnies impliquées dans le scandale de la prison d'Abu Ghraib.

Dans un récent rapport de 2006, la cour des comptes américaine (GAO) estime : « 181 sociétés de sécurité privées sont implantées en Irak, pour un peu plus de 48 000 salariés ». Soit cinq fois le contingent britannique sur zone !

Le nombre total d'employés de SMP non irakiens est sans doute compris entre 10 et 15 000 personnes et le nombre total d'employés est certainement plus proche de 35 000 que de 48 000. Les exemples qui suivent et qui concernent les SMP qui emploient le plus de salariés, permettent d'avoir une vision peut-être plus précise. La société Erinys emploie 14 000 gardes armés irakiens pour la protection des champs pétroliers. La société Global Risk Strategies, connue pour être une des plus grande SMP en Irak, emploie, quant à elle, 13 000 personnes.

Les pertes d'employés de SMP sont plus importantes que l'ensemble des pertes des membres de la coalition sans les États-Unis ; mais encore une fois les chiffres sont imprécis. Les pertes sont estimées au début de l'année 2006 à plus de 300 tués et 3 000 blessés.²³ A la fin 2006, selon Le Figaro, les chiffres avancés seraient de 428 morts et 4 000 blessés.

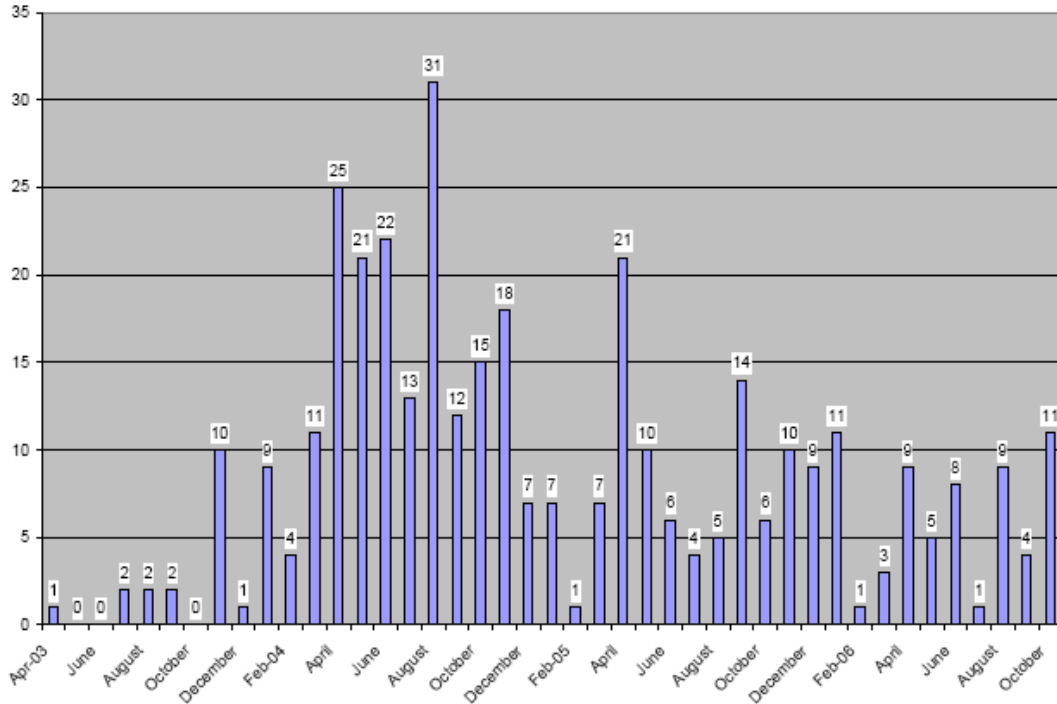
Il est intéressant de relever que les chiffres officiels ont bien souvent minimisé la violence en Irak pendant toute la campagne. Aujourd'hui encore, l'opinion américaine est très mal informée

²³ Chiffres donnés par P.Singer, Brookings Institute, février 2006.

de la réalité des combats en Irak. De fait, il ne serait pas improbable que les pertes soient bien plus lourdes encore.

Il est donc logique d'affirmer que les activités des SMP en Irak sont encore plus mal connues que celles des soldats de la coalition.

Fig 3 : Employés de sociétés privées morts en Irak²⁴



Total au 5 novembre 2006: **369 non-irakiens tués.**²⁵

Fig 4 : Logisticiens en Irak et au Koweït (Octobre 2005)

Nombre total de civils	38 305
Expatriés américains	11 860
Autres nationalités	935
Sous-traitants et courtiers	25 510
Militaires américains (Combat-Service-Support)	45 800

Sources: *The Congress of the United States, Congressional Budget Office, October 2005, page 5.*

2.2.2. Des activités méconnues.

Un fait marquant : avant le désastre de Fallujah, la majorité des américains ignorait que des sociétés privées agissaient pour des opérations militaires pour le compte du gouvernement.

²⁴ Brookings Institute, Irak Index, novembre 2006. Ces Chiffres sont issus d'une liste partielle de SMP en Irak et proviennent de Casualties.org (www.icasualties.org). Andy Mosher, *Egyptian Envoy Killed in Iraq, Al Qaeda Claims*, *Washington Post*, 2005.

²⁵ Cette liste est incomplète; au moins 44 tués peuvent être ajoutés au total.

Cette situation était confortable pour le gouvernement américain ; elle lui permettait de présenter des chiffres de déploiement acceptables et de limiter la facture réelle de la campagne en Irak. Ainsi, les divergences entre la politique des États-Unis et la réalité des faits a-t-elle pu être minimisée par des chiffres au service de la politique américaine.

Pourtant, les services rendus par les SMP sont importants ; ils sont détaillés ci- après.

2.3. Trois niveaux de services - exemples.

Les SMP opèrent dans trois domaines cruciaux en Irak : le soutien, l'entraînement et le conseil ainsi que des rôles tactiques.²⁶ Il est ici intéressant de noter que la doctrine officielle américaine affirme que les actions militaires critiques doivent être réservées aux forces « conventionnelles ». Cette dernière prétend également que les civils qui accompagnent la force ne doivent pas recevoir des missions qui leur imposent de porter des armes et que seules les armes de poing sont tolérées dans certains cas très particuliers. Mais ce qui devait être une exception est aujourd'hui la règle.

2.3.1. *Le Soutien.*

Les sociétés de soutien militaire apportent un concours dans la logistique et l'expertise technique. Elles peuvent également être chargées de la maintenance des véhicules militaires qu'ils soient engagés dans les combats ou non. La société qui joue un rôle majeur dans ce secteur en Irak est la société Halliburton, ancienne société de Dick Cheney. Intégrée dans le vaste contrat LOGCAP (Logistic Civilian Augmentation Program), cette société a fait un bénéfice de plus de 6 millions de dollars grâce aux contrats en Irak.

2.3.2. *Conseil et entraînement.*

Les sociétés de consulting et d'entraînement représentent un autre secteur important de l'externalisation en Irak. Les formations des polices, des forces paramilitaires et de l'armée irakienne sont assurées par de nombreuses sociétés militaires privées. Cette tâche est très importante car le désengagement des forces américaines sera tributaire de la bonne réalisation de cette mission. Elle aura également un impact sur le fonctionnement des institutions irakiennes pendant de longues années.

DynCorp est la société la plus impliquée dans le programme d'entraînement de la police irakienne. Le contrat était à l'origine un contrat de 50 millions de dollars ; il est revu à la hausse pour vraisemblablement atteindre plus de 800 millions de dollars.

²⁶ Classement le plus répandu dans la littérature et employé par P. Singer.

La société Erinys est responsable de la formation de forces paramilitaires chargées de la surveillance des champs pétroliers irakiens. Cette responsabilité est hautement stratégique car directement liée à l'avenir économique de la région. Le contrat s'élève à 40 millions de dollars. Les opérations se passent bien et les attaques de pipelines sont en constante régression. Erinys a déjà formé, entraîné et armé plus de 10 000 gardes irakiens et compte élargir le nombre à 15 000 hommes.

Les sociétés Vinnel²⁷, MPRI et Nour USA sont engagées pour entraîner et équiper l'armée irakienne. Le coût de cette action est évalué à plus de 2 milliards de dollars.

Ces sociétés d'entraînement et de conseil sont de **plus en plus prises à parti dans les combats** ; le nombre de tués est important. Et bien souvent les employés de SMP s'exposent à des risques comparables à ceux des militaires sur le terrain. En réponse à la réalité du danger, ces acteurs privés **cherchent à s'armer pour se protéger**. Ils se tournent naturellement vers l'armée ; mais devant le refus de l'armée américaine de les armer, ces hommes vont se procurer les armes **au marché noir**.

Or, l'émergence d'un marché noir ne fait que faciliter la prolifération des armes en Irak qui entrave fortement les actions de maintien de la paix des forces de la coalition et des forces irakiennes.

2.3.3. *Participation aux combats : un rôle tactique ?*

Mais plus significatif est l'implication croissante des SMP aux combats. Pour la première fois, ces sociétés ont un rôle tactique aux côtés des forces armées en Irak.

Ces SMP qualifiées de « tactiques » jouent trois rôles essentiels : elles participent à la défense des installations sensibles, elles assurent la sécurité de personnalités²⁸, ou encore elles escortent des convois dans des zones de combats. Chacune de ces tâches est essentielle pour le succès de la mission en Irak.

Une liste de plus de 20 sociétés qui participent à de telles missions est disponible sur internet. Mais les informations restent floues. Cette évolution dépasse largement les politiques des responsables américains. Le Congrès est bien souvent ignorant de la réalité des contrats et de ce que signifie concrètement l'externalisation de fonctions militaires sur le terrain. Et les responsables militaires eux-mêmes sont persuadés que les sociétés comme Blackwater n'ont qu'un rôle marginal en Irak.

²⁷ Vinnel, filiale de la société Northrop Grumman, a été deux fois la cible d'attaques à la bombe revendiquées par Al Qaïda en Arabie Saoudite.

²⁸ Paul Bremer administrateur américain était protégé par la société Blackwater.

Pourtant, Blackwater avant de perdre quatre de ces hommes à Fallujah, a défendu le QG du CPA à Najaf contre l'offensive d'insurgés Shiites. Les combats ont duré plusieurs heures et les commandos ont dû être ravitaillés en munitions par des hélicoptères privés de la société Blackwater. Ces hommes ont également extrait des Marines blessés de la zone des combats grâce à leurs hélicoptères. Curieusement, le lendemain, lors du briefing à l'état-major du CENTCOM, le rôle majeur de la société Blackwater dans cette action n'a pas été mentionné.²⁹

Au bilan, l'externalisation des fonctions de défense ne semble pas avoir de limite. Au fur et à mesure de l'engagement en Irak, de nombreuses missions militaires ont été confiées aux entreprises privées pour dégager un potentiel humain de combattants plus important. Cet élargissement du rôle des acteurs privés permet aussi de conserver un volume de forces officiel constant limité pour des implications plus grandes sur le terrain. Ce qui encourage à minimiser le chaos en Irak aux yeux de l'opinion publique.

Mais le nombre croissant d'acteurs privés en Irak pose aussi des problèmes d'intégration et de coordination sur le terrain.

2.4. **Coordination sur le terrain.**

Même si on l'a souvent dit, les SMP ne constituent pas la deuxième ou troisième armée en Irak dans la mesure où elles ne sont pas coordonnées ; elles ne sont pas non plus pour la quasi-totalité engagées dans des opérations offensives. Pourtant, il est clairement admis que tous les acteurs sur le terrain doivent avoir un accès suffisant aux informations tactiques et aux renseignements pour que leurs actions respectives soient cohérentes.

La complexité des opérations ainsi que la multitude d'acteurs privés indépendants, d'ONG et autres organisations rendent la situation en Irak particulièrement complexe. La coordination de l'ensemble des acteurs est un enjeu majeur pour les autorités de la coalition.

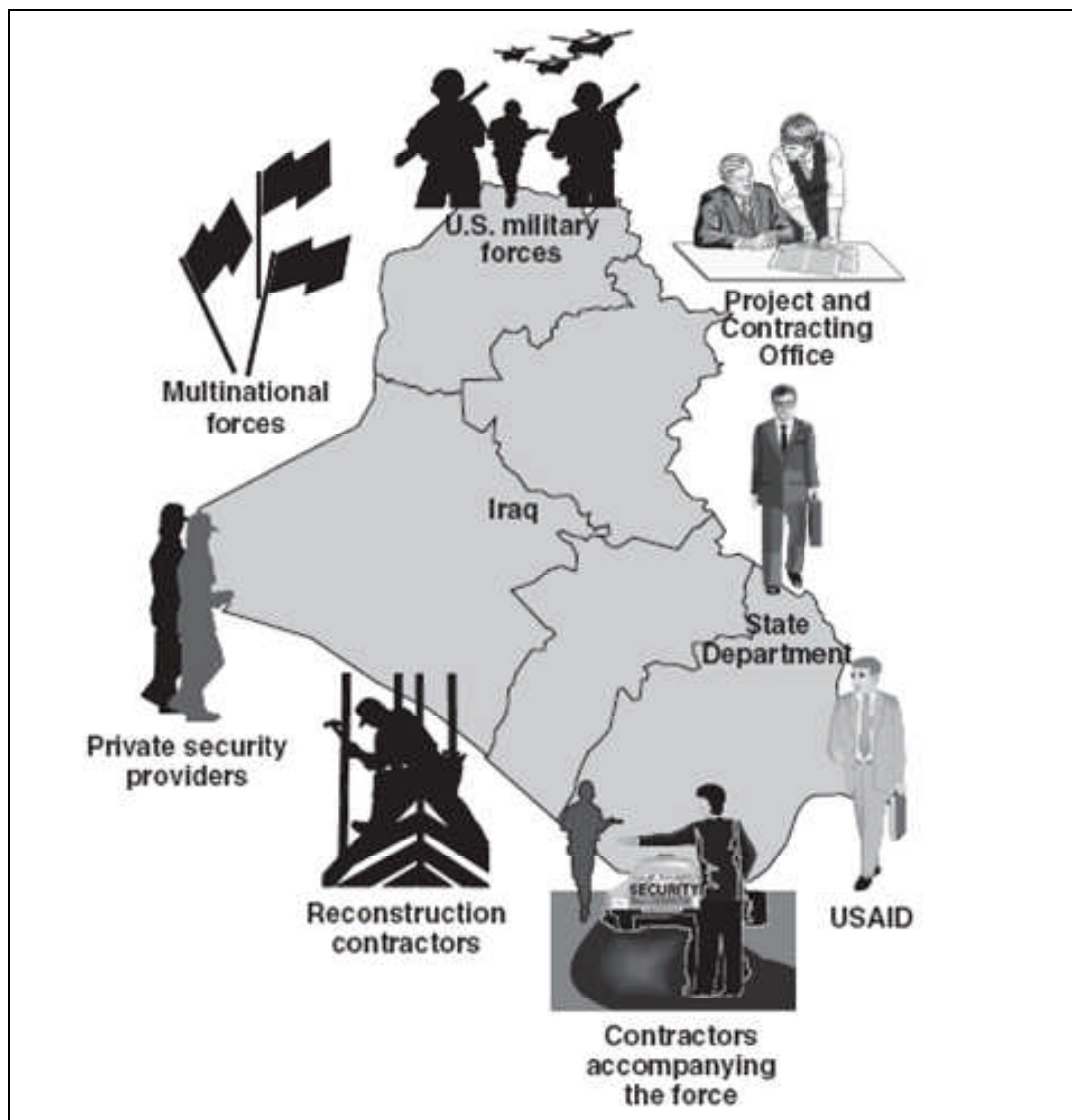
« De fait, en brouillant les catégories traditionnelles civil/militaire et public/privé, les SMP ne trouvent pas toujours leur place dans le dispositif et fonctionnent souvent en réseaux informels favorisant corruption et criminalité. »³⁰

La carte suivante illustre le nombre conséquent d'acteurs présents en Irak. Ces acteurs sont officiellement impliqués dans une action globale sur le sol irakien. Dans la pratique, la coordination d'ensemble est complexe : c'est l'enjeu majeur de la reconstruction de l'Irak. C'est également une des causes de l'enlisement des opérations.

²⁹ P. Singer, *Warriors for Hire in Iraq*, brookings institute, 2005

³⁰ S. Makki, *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire et stratégie globale des États-Unis*, 2004.

Fig 5 : acteurs en Irak.



Sources: rapport GAO 05-737, *Rebuilding Iraq*, août 2005.

2.4.1. *Vision des militaires sur le terrain.*

Même si le commandement militaire et les SMP ont développé une relation de travail en coopération, des actions sont nécessaires pour améliorer leurs relations et la coordination de leurs activités.

En octobre 2004, le « Project and Contracting Office » créé au sein du « Reconstruction Operation Center » (ROC) permet de coordonner les interactions et de mieux partager le renseignement. Néanmoins des difficultés sont toujours importantes :

- les SMP continuent à rendre-compte de difficultés et incidents avec les forces militaires de la coalition lorsqu'ils approchent des convois militaires et des check points ;
- les militaires n'ont toujours pas une vision claire du rôle des acteurs privés et de leurs implications tactiques.

Les activités des SMP sont très mal connues des militaires ; leurs mandats ne sont pas toujours très explicites par ailleurs. Les sociétés comme Blackwater ou KBR sont impliquées à différents niveaux et s'occupent à la fois de soutien, de formation et de sécurité. Parallèlement une même société peut louer ses services pour le compte de clients différents qu'ils soient étatiques ou non. Il est donc très difficile de connaître le degré d'implication des sociétés militaires privées dans les opérations. La vision des militaires sur le terrain n'en est que plus délicate.

2.4.2. *Le partage de l'information.*

Les SMP ont un accès difficile aux informations. Et dans la mesure où elles peuvent être en compétition pour décrocher des contrats, elles sont aussi tentées de ne pas partager l'information. Les forces de la coalition partagent certaines informations avec les SMP sur le terrain mais le degré de coopération reste flou.

Les SMP qui agissent indépendamment n'ont pas accès à l'ensemble des réseaux de la coalition. En revanche les autres sont en théorie informées de la situation.

Mais le manque de partage de l'information est un défaut crucial sur le terrain. Il arrive que des acteurs privés s'aventurent dans des zones interdites pour les soldats par manque de connaissance de la situation tactique.

L'information et le renseignement dont disposent les SMP sont issus du briefing quotidien de l'évaluation de la menace du centre de commandement (« *Daily CPA Operational Threat Update* » sous l'administration américaine de l'Irak).

Pourtant, pour disposer de renseignement plus fiable, des SMP ont mis en place leur propre Daily Intelligence Report. C'est le cas de la société SAC-SMG qui dispose sans doute ainsi de renseignement de qualité bien meilleur que celui communiqué aux SMP.

Au bilan, une implication très forte des SMP sur le territoire irakien leur confère un rôle indispensable pour le succès des opérations. Mais dans le même temps ces sociétés participent à augmenter la complexité des rapports entre acteurs sur le terrain. Pour être parfaitement intégrées dans le dispositif, une coordination efficace et une vision claire sont indispensables.

Notons qu'il existe déjà un fort risque de confusion entre aide au développement, aide humanitaire et opérations militaires. Les SMP s'ajoutent à la complexité du paysage.

Leur emploi en Irak soulève donc beaucoup de questions ; elles font l'objet de la partie suivante.

3. LES QUESTIONS SOULEVEES.

La politique de privatisation suivie par les États-Unis soulève de nombreuses questions qui témoignent des difficultés rencontrées sur le territoire irakien ; elles laissent aussi entrevoir les limites de l'externalisation.

Parmi ces questions, les cinq points suivants sont retenus et développés dans cette partie:

- la question du profit des entreprises dans un environnement militaire ;
- le manque de règles d'emploi des SMP ;
- le problème du recrutement des acteurs privés ;
- la question de la légitimité de l'action publique par des moyens privés ;
- la question des SMP et du droit international.

3.1. Le profit des entreprises et leur contrôle.

3.1.1. *Logiques commerciales et bien commun.*

Les intérêts commerciaux des entreprises privées ne sont pas toujours en accord parfait avec les intérêts des autorités publiques ou ceux du bien commun. Dans un monde idéal, ces différences de visions pourraient être limitées par une politique managériale spécifique. La réalité est toute autre et de nombreuses SMP ont été montrées du doigt pour avoir profité de la guerre. Par exemple, la société Halliburton a été accusée de nombreux abus en Irak comme par exemple la surfacturation de service ou la facturation de services non-rendu. Les préjudices s'élèveraient à plus de \$1.8 milliards.

Mais le plus pénalisant est sans doute le risque d'une perte de contrôle. Même si une entreprise fait un métier militaire, elle reste une entreprise soucieuse de son bénéfice. A l'inverse des unités militaires, une entreprise de droit privé est libre de choisir les contrats qui la lient avec le gouvernement et peut décider de rompre ses engagements. Elle peut par exemple suspendre sa mission si elle considère cette dernière trop dangereuse. Les employés civils peuvent par ailleurs user de leur droit de retrait. Ces débrayages sont alors susceptibles de mettre les autorités militaires dans de grandes difficultés comme cela a été le cas après les périodes de violence.³¹

On peut même aller plus loin et voir les SMP comme une menace potentielle pour la sécurité globale dans la mesure où certaines sociétés manquent de fiabilité, défendent les intérêts de grandes sociétés multinationales. Ne serait-il pas alors dans leur intérêt de prolonger les situations de conflit pour pérenniser leur profit ? L'intérêt national s'efface ainsi devant les intérêts du complexe militaro-privé.

³¹ Voir paragraphe 4.2.

Précisons que « les entreprises américaines qui opèrent au niveau mondial recrutent leur main-d'œuvre et leurs cadres, y compris leur haut personnel dirigeant, sans considération de nationalité. Ces entreprises se considèrent comme multinationales et peuvent estimer qu'il n'est pas dans leur intérêt d'aider le gouvernement. »³²

Comment dans ces conditions garantir que les SMP qui opèrent en Irak soient fidèles aux gouvernements américains ?

Les éléments développés dans le paragraphe suivant donnent une appréciation pour tenter de répondre à cette dernière interrogation.

3.2. Absence de règles pour une industrie importante.

Le deuxième défi de l'externalisation est **le manque de règles de conduite** et d'emploi clairement définies pour l'industrie de l'externalisation qui prend au fil des ans des proportions de plus en plus grandes.

3.2.1. *Les règles de conduite.*

Qui peut travailler pour une SMP ? Pour qui une SMP peut-elle travailler ? Ces deux questions n'ont pas de réponse systématique. Et de fait, le recrutement et les services sont largement laissés à l'initiative des sociétés privées. En Irak, ce problème est mis en exergue par l'appel du gain : de nombreuses sociétés sont nées après le 11 septembre pour profiter d'un marché juteux et sont présentes en Irak. Mais la course au profit a engendré aussi une baisse de qualité dans le recrutement ; les SMP ayant souvent préféré la quantité à la qualité. La société Blackwater a pour cela été inquiétée pour avoir embauché des ex-commandos chiliens qui auraient fait partie de la garde rapprochée du général Pinochet (dans ce cas précis la qualité professionnelle n'est pas remise en cause ; Blackwater justifie son choix par le grand professionnalisme de ces hommes).

Le même problème se pose à l'inverse pour les clients. Des acteurs privés peuvent tout autant travailler pour les gouvernements, des ONG, les Nations unies mais également pour des dictateurs, des rebelles ou les cartels de la drogue.

Devant le manque de règles, les SMP sont de plus en plus nombreuses à afficher leurs « **règles de bonne conduite** ». Mais, ces règles de bonne conduite sont-elles seules garantes de la respectabilité d'une société privées et de ses employés ?

3.2.2. *Application des règles d'engagement (ROE).*

Plus spécifiques à l'action sur le terrain, les règles d'engagement ne sont pas non plus complètement clarifiées pour les employés civils qui accompagnent les forces américaines en

³² B.Badie, *L'Impuissance de la Puissance*, Fayard, Paris, 2004.

Irak. Et de nombreuses questions se posent encore aujourd'hui : Sont-ils légitimement autorisés à porter des armes ; et dans quel cadre légal ? Quel risque un employé civil peut-il accepter ?

Les autorités militaires ont tout de même rassemblé des listes et règles à l'usage des civils engagés dans le conflit. Ces règles d'engagement (ROE) s'appliquent pour la sécurité des employés civils mais aussi pour celle des militaires. Les employés de SMP en Irak sont tenus de signer une copie intégrale de ces règles éditées par le commandement de théâtre et le service juridique (JAG). Ils sont également régulièrement tenus au courant des changements et des mises à niveau de ces règles ainsi qu'avant chaque mission pour laquelle elles s'appliqueraient.

Un règlement est en vigueur depuis le début 2005. Il spécifie que les ordres militaires prévalent face aux closes et directives d'un contrat. Par ailleurs, il précise également que les employés civils ne sont pas censés détenir des armes personnelles sauf autorisation spéciale du commandement militaire. Les mêmes règles s'appliquent pour le port de l'uniforme.

Mais des interrogations subsistent. Les conséquences pour les SMP sont les suivantes :

- Le risque que peut encourir un acteur civil n'est pas défini ;
- Les autorités militaires peuvent donner des directives sans rapport avec les spécificités des contrats signés. C'est aux acteurs civils de s'assurer qu'ils sont couverts pour les conséquences qui en découlent ;
- Les SMP qui ont la responsabilité des opérations de soutien sont responsables des évacuations éventuelles de leurs employés morts ou vifs ;
- Les modalités légales ne sont pas précisées.

Cette réglementation impose aux SMP et à leurs employés d'être familiarisés avec les lois du pays et le droit international et de suivre les directives de sécurité, d'exigences médicales en vigueur sur le théâtre d'Irak. Les SMP s'engagent de leurs côtés à relever toute personne qui ne serait pas en mesure d'assurer sa mission dans un environnement de guerre.

Après trois ans de conflit en Irak, des règles d'engagement se mettent donc en place. La question se pose alors de savoir si le grand nombre d'acteurs privés de recrutement divers ne limite pas l'application de ces règles.

3.3. Le recrutement / les hommes.

3.3.1. Le recrutement d'anciens militaires

Les SMP recrutent d'anciens militaires. Bien formés, fiables et très bien entraînés, les militaires des forces spéciales sont particulièrement recherchés. Ainsi en Irak, les anciens membres des SAS britanniques sont-ils plus représentés que les SAS eux-mêmes. Les SMP les plus fiables

ont su créer un véritable esprit de corps au sein de leur entreprise. Elles se distinguent par un professionnalisme et une efficacité reconnue sur le terrain.

Mais ce constat peut-être nuancé aujourd’hui. En effet, il y a encore quelques années, les SMP constituaient des équipes ou les hommes avaient l’habitude de travailler ensemble ; l’esprit de corps était développé ; les hommes avaient le sentiment de servir la même cause que dans l’armée ; ils y retrouvaient leurs frères d’armes. Aujourd’hui, devant la multiplication des contrats et des demandes surtout dans le domaine de la sécurité militaire, il devient difficile pour les SMP de fournir de telles équipes, bien entraînées et en nombres suffisants. Pour honorer leurs contrats, les sociétés privées recrutent de plus en plus de personnel en se souciant moins de la qualité que du nombre. Les hommes proposés n’ont plus l’habitude de travailler ensemble ; ils sont moins bien entraînés. Les tarifs sont tirés vers le bas au prix de la cohésion. Il en résulte un risque non négligeable d’abus, de non maîtrise de la violence, de pratiques condamnables. Or nous savons que le manque de cohésion, de structure, de contrôle et de discipline encourage les comportements répréhensibles et déviants. Le massacre de My Lai en 68 au Vietnam ou les sévices de la prison d’Abu Ghraib en témoignent.

Le recrutement des hommes est donc fortement inégal. Les SMP vont bien sûr rechercher les meilleurs issus des métiers fortement spécialisés dans les armées comme les commandos ; mais d’un autre côté, lorsque la demande est très forte, elles seront moins exigeantes. Par exemple, il est reconnu que les employés de sociétés civiles impliqués dans le scandale de la prison d’Abu Ghraib n’avaient pas reçu les formations suffisantes pour le travail demandé.

3.3.2. *Des hommes mieux payés.*

Les anciens militaires en Irak gagnent en moyenne 2 à 10 fois plus que lorsqu’ils étaient dans l’armée, pour le même travail demandé. Un vétéran américain des forces spéciales peut gagner jusqu’à 30 000\$ par mois. Mais les salaires sont variables en fonction de la nationalité des salariés et de leurs compétences. Le salaire moyen pour un européen est estimé à 12 000\$ par mois alors qu’il est de 5 000\$ pour un irakien ou un népalais.

Ces salaires élevés sont tout de même à relativiser. Ces salaires de la peur s’achèveront tôt ou tard et avec la fin de la campagne d’Irak dans le meilleur des cas.

Attirés par des salaires importants, les militaires sont tentés d’entamer une deuxième carrière dans les SMP. Pourtant, aujourd’hui compte-tenu du volume de force, la question de la rétention du personnel militaire ne semble pas véritablement un problème pour les États-Unis. Mais la question se posera tôt ou tard. En effet, si les armées américaines abandonnent des compétences au profit d’une externalisation, cela signifie qu’elles renoncent aussi aux formations spécifiques correspondantes. Or, jusqu’à présent les SMP recrutent des hommes formés par l’armée : des

professionnels. Si des dispositifs spécifiques de formation ne sont pas mis en place, nous connaissons un risque de trous capacitaires dans les années à venir.³³

3.4. L'action publique par des moyens privés.

La troisième interrogation que pose l'externalisation concerne précisément la raison pour laquelle l'emploi des SMP est si populaire pour le gouvernement américain : leur emploi permet des actions qui ne seraient pas possibles dans un cadre plus formel. Une telle liberté peut être bénéfique mais elle a tendance à déconnecter le citoyen de la réalité de la politique extérieure de son pays.

3.4.1. Une diminution artificielle du prix de la campagne en Irak.

En privatisant une partie des missions de l'armée américaine, l'administration Bush a considérablement minimisé le coût et l'ampleur de l'intervention en Irak aux yeux des américains. Ainsi, les 20 000 acteurs privés n'apparaissent pas dans les statistiques et les volumes de forces engagés qui apparaissent dans les rapports réguliers au congrès³⁴.

Mais sans cette aide majeure, l'administration Bush aurait engagé un nombre bien plus important de militaires ou aurait recherché une coalition plus large. L'externalisation a donc **permis au président Bush de mener une politique** sans en afficher toutes les implications aux yeux des citoyens. Ce manque de transparence soulève des questions essentielles sur l'état de santé de la démocratie aux États-Unis comme le dit Arthur S. Miller : « un gouvernement démocratique est un gouvernement responsable et redevable ; mais le problème essentiel de l'externalisation est que la responsabilité et la recevabilité du gouvernement sont grandement diminuées ».

De même le récent rapport Baker de décembre 2006 affirmait « qu'il est difficile d'établir une bonne politique quand l'information est (...) réunie de manière à minimiser les divergences avec les objectifs politiques ».

3.5. SMP et droit international.

3.5.1. Des civils enrôlés dans des opérations militaires : quel statut ?

Même si les SMP et leurs employés sont de plus en plus impliqués dans des opérations militaires, ils semblent être oubliés des lois qui distinguent les civils des militaires. Les employés de SMP ne sont ni des civils puisque communément, ils portent des armes, larguent des bombes, interrogent des prisonniers, et remplissent toutes sortes de missions militaires. Jusqu'à présent, ils ne sont pas non plus des militaires.

³³ Entretien avec Sami Makki en janvier 2007.

³⁴ CRS Report for Congress : *US Forces in Irak* mis à jour régulièrement.

Les SMP sont **dans la même zone d'ombre** que peuvent être les combattants détenus dans le camp de Guantanamo.

Lorsque des employés d'une SMP tombent entre les mains de l'ennemi, leur statut est ambigu. Sont-ils alors prisonniers et bénéficient-ils des lois internationales et des conventions de Genève ; ou doivent-ils être considérés comme kidnappés et sans droit ? C'est en quelques sortes l'adversaire qui définit alors le statut des personnes concernées.

3.5.2. *Quelle est l'autorité légitime.*

Le flou juridique implique également des difficultés dans le jugement des crimes et délits commis par les employés d'une SMP. Il est très difficile de déterminer comment, quand, où et quelles autorités sont responsables pour enquêter ou poursuivre les criminels. A l'inverse des soldats qui sont soumis aux lois et la justice de leur pays, les employés de SMP ont un statut particulier non défini par la loi internationale. Pour aller plus loin, notons que les règles internationales existantes sur les « mercenaires » sont fondées sur la notion d'individus recrutés pour le « profit privé » qui ne correspond pas aux formes actuelles d'intervention des entreprises SMP.

Normalement les auteurs civils d'un crime tombent sous la juridiction du pays dans lequel est commis ce crime. Or les SMP opèrent généralement sur le sol d'États défailants ; c'est d'ailleurs bien souvent l'absence d'autorité qui explique leur présence.

Par exemple, l'Irak n'a pas de cour pénale particulière et il n'est donc pas simple de poursuivre les civils étrangers qui ont commis des exactions en Irak. Il est d'ailleurs aussi très délicat de les poursuivre dans leur propre pays tant les outils juridiques pour punir les délits à l'étrangers sont peu nombreux ou peu développés. Jusqu'à présent, aucun employé de SMP n'a été poursuivi ou épinglé par la justice pour un crime en Irak alors que plus de 20 soldats américains l'ont été. On ne peut pas pour autant nier que des civils ont été impliqués dans des crimes ces trois dernières années en Irak.

L'absence de contrôle des comportements de SMP sur le territoire irakien a joué un rôle important dans l'affaire des abus de la prison d'Abu Ghraïb³⁵. D'après les enquêtes, tous les traducteurs et au moins la moitié des interrogateurs impliqués étaient des civils qui travaillaient pour les sociétés Titan et Caci. L'armée américaine a identifié 6 civils coupables et démontré que les employés civils étaient impliqués dans 36 pourcent des sévices prouvés. Près de deux ans après les faits, aucun des responsables civils n'a été poursuivi ou inculpé dans cette affaire. Les seules enquêtes ont été menées par la société Caci elle-même. La société a enquêté sur le comportement de ces employés pour découvrir que ceux-ci n'ont rien à se reprocher : étonnant.

³⁵ Voir chapitre 4. les leçons de l'Irak.

Bien souvent tout de même, les seules sanctions infligées aux acteurs privés restent à l'initiative de l'employeur.

Face à cette absence de législation, les parties civiles ont tenté de poursuivre des SMP devant des tribunaux américains au nom des droits de l'homme. Ainsi, des prisonniers d'Abu Ghraïb ont porté plainte contre les SMP impliquées devant un tribunal américain. De la même manière, les familles des quatre employés de Blackwater ont porté plainte contre la société auprès d'un tribunal de Caroline du Nord, en affirmant que ces employés avaient été envoyés avec une équipe plus petite que celle précisée dans leurs contrats, avec des armes, des véhicules et un entraînement qui n'étaient pas au standard prévu.

Dans une société américaine où le risque se paye cher en terme de mise en examen et de poursuites judiciaires, l'issue de ces procès aura une grande importance pour les SMP. Ces procès auront des répercussions sur la définition des contrats. Notons tout de même que les risques encourus par les employés sont bien précisés dans les contrats mais que l'appréciation du risque reste subjective ; celui-ci ne s'inscrit pas dans le cadre d'un véritable statut comme peut l'être celui des militaires.

3.6. L'avenir des militaires.

C'est peut-être la question essentielle. Les plans d'externalisation réalisés exclusivement dans un but de rationalisation économique posent surtout le problème de la perte des compétences sur le long terme, du fait du rôle déjà majeur de ces sociétés privées dans la formation des forces armées américaines³⁶.

Les militaires ont longtemps considéré faire un métier en marge de la société civile, qui leur est redevable de la sécurité. L'arrivée des SMP et de leurs recrutements au sein des armées remet en cause cette particularité ; le monopole de l'État pour les actions militaires est remis en cause par le marché et la concurrence.

La plupart des soldats ont donc une position ambivalente vis-à-vis des SMP. D'un côté, ils sont reconnaissants d'avoir une aide extérieure qui permet de combler les difficultés auxquelles sont confrontées les armées suite aux réductions de leurs moyens. Dans le même temps, ces SMP permettent aussi à des anciens militaires d'entamer une deuxième carrière dans leur domaine de compétence.

D'un autre côté, certains considèrent que les SMP mettent en péril le métier de militaire ; car elles exploitent un savoir-faire militaire fruit d'une expérience longue, dans un domaine privé.

³⁶ Deborah Avant, « Privatizing Military Training », *Foreign Policy in Focus*, Volume 7, Number 6, 2002. :www.fpiif.org

Ils craignent également que l'explosion des sociétés militaires privées et leurs promesses de salaires mirobolants fassent fuir les meilleurs. N'oublions pas qu'en Irak, les anciens des forces spéciales peuvent gagner jusqu'à 1000 dollars en une journée.

Pour résumer, nous sommes confrontés à un phénomène dont le cadre juridique, les règles de conduite, les bons usages et les limites ne sont pas encore identifiés. De nombreuses questions soulevées restent encore sans réponse évidente. L'étude de l'expérience de l'Irak et des leçons tirées objets de la quatrième partie, permettra sans doute de progresser et réduire les difficultés rencontrées.

4. LES LEÇONS DE L'IRAK.

La campagne d'Irak a connu depuis 2003 de multiples rebondissements avec son lot de scandales, de doutes et de satisfactions. Les limites de la politique d'externalisation américaine, nous l'avons vu, se perçoivent en Irak. Mais parallèlement, les leçons de la campagne d'Irak alimentent le savoir-faire américain dans la gestion des partenariats public/privé.

Pour analyser les leçons de la campagne d'Irak sur l'emploi des SMP, les points suivants seront développés dans cette partie :

- le scandale de la prison d'Abu Ghraib,
- le programme LOGCAP,
- la reconstruction de l'Irak,
- la militarisation de l'humanitaire,
- le bilan du recours aux SMP,
- les perspectives.

4.1. Le scandale de la prison d'Abu Ghraib.

Le scandale des tortures et des comportements abusifs à la prison d'Abu Ghraib a horrifié le monde entier. Il a suscité une grande controverse sur les activités des employés civils impliqués dans le processus de renseignement et d'interrogation des prisonniers. Mais bien avant le scandale, D. Rumsfeld vantait les mérites des sociétés civiles dans les prisons en citant l'exemple des prisons privées aux États-Unis. Le nombre d'employés privés à la prison d'Abu Ghraib n'est pas précisément connu mais au moins 37 interrogateurs « privés » travaillaient dans la prison.

Une grande série d'enquêtes militaires a suivi (et certaines sont encore en cours d'instructions) la révélation du scandale. Les rapports sont pour la plupart confidentiels ; mais au moins deux rapports impliquent fortement les sociétés privées dans le scandale.³⁷ Ils soulignent en particulier, la non-habilitation des employés civils impliqués.

Conséquences du scandale, de nouvelles lois et directives ont été proposées et votées. C'est le cas de la loi dite « des responsabilités dans partenariats public/privé » aux États-Unis (Contractor Accountability Bill) qui implique, à la fois, le comité international de la croix rouge (ICRC) et le Pentagone dans un mécanisme plus large de contrôle.

³⁷ Les rapports de Taguba et Jones-Fay.

Au-delà du simple fait que cette affaire ait montré le manque de formation de civils, le scandale a surtout dévoilé aux yeux du monde des défaillances dans la politique américaine en Irak. En bref, l'administration Bush a tenté de mener une guerre puis la reconstruction de l'Irak au rabais. Cette politique a échoué ; elle n'a pas fourni le nombre suffisant de personnes qualifiées et entraînées nécessaire ; elle n'a pas soutenu avec une grande efficacité, avec les ressources suffisantes et conformément au droit international, la force d'occupation. Dans cette position, les comportements criminels et les défaillances de l'administration comme des partenaires privés étaient inévitables.

4.2. **Le programme LOGCAP, une vulnérabilité américaine ?**

Un autre enseignement de l'Irak est la prise de conscience d'un risque de vulnérabilité provoqué par l'externalisation de fonctions vitales à la réussite de la mission.

Les services vitaux fournis par les SMP sont mal identifiés et certaines capacités essentielles dépendent fortement d'entreprises privées : les américains ont-ils les moyens de se retourner si tel ou tel soutien leur faisait défaut ?

Lorsque la violence était à son paroxysme dans la semaine qui a suivi les événements de Fallujah, la société Halliburton et d'autres sociétés de soutien ont mis leurs employés à l'abri en grève et certaines opérations clés ont été suspendues. Après l'attaque d'un nouveau convoi de carburant ou sept civils ont été portés disparus, la plupart des mouvements de convois ont cessé dans tous le pays y compris sur l'axe d'approvisionnement stratégique qui relie le Koweït à Bagdad. Selon la loi militaire américaine, les militaires n'avaient pas le pouvoir de demander aux sociétés de mettre la vie de leurs employés en danger et de reprendre le volant des camions comme cela aurait été possible avec des militaires. Les officiers ont alors eu des craintes quant à l'approvisionnement stratégique du gazole et des stocks logistiques dont ils dépendaient pour mener à bien leur mission.

4.3. **La reconstruction de l'Irak.**

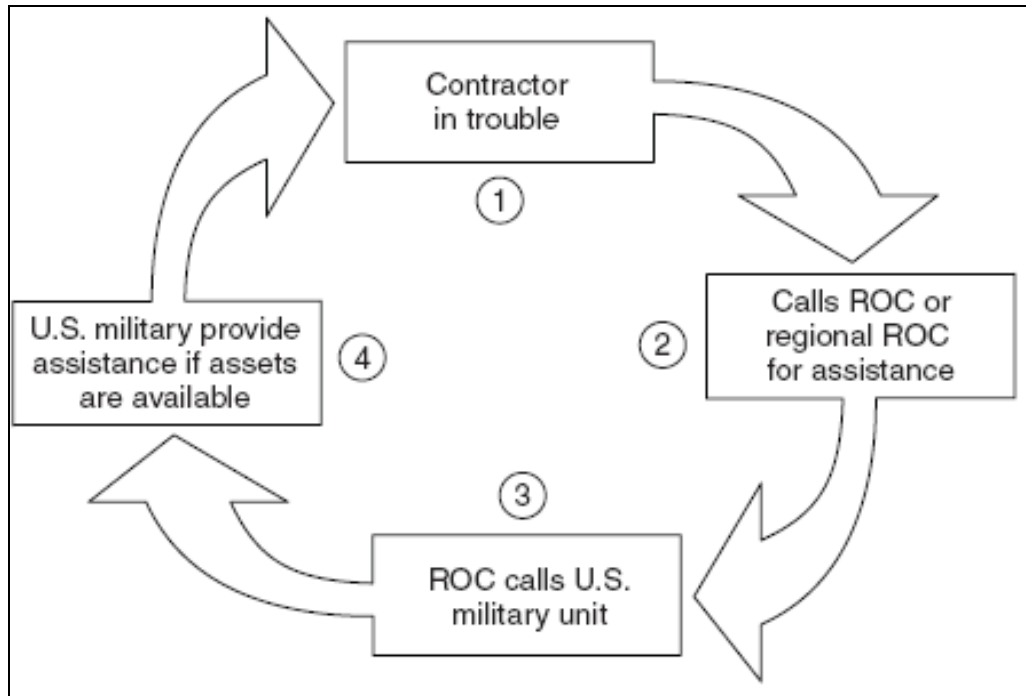
La reconstruction de l'Irak qui se poursuit depuis la fin 2004 a engendré un besoin de sécurité important compte-tenu des risques et de l'insécurité très forte. Les contrats auprès des SMP se sont multipliés.

4.3.1. *Les sociétés de reconstruction : un besoin de sécurité croissant.*

La sécurité des agences gouvernementales civiles et des sociétés de reconstruction en Irak est assurée par des sociétés de sécurité privée car ce n'est pas du ressort des militaires. Les militaires américains ne fournissent en principe des moyens de sécurité uniquement pour certaines sociétés spécifiques et les civils de la défense qui soutiennent les missions de combats.

La sécurité des acteurs privés en Irak est de plus en plus menacée. Pour faire face aux risques, la ROC a mis en place des procédures de demande d'assistance schématisées sur la figure 6.

Fig6 : Demande d'assistance à la ROC.



Les forces américaines sont donc amenées à assurer la sécurité des entreprises de reconstruction malgré le souhait initial de ne pas le faire. Ainsi, dans la phase de reconstruction, les forces armées sont impliquées dans les actions de sécurité alors que paradoxalement, elles avaient cherché à externaliser ces fonctions lors des actions offensives.

Inscrite dans cette logique de besoin de sécurité, une autre évolution caractéristique de l'engagement en Irak est aussi le phénomène de la militarisation de l'humanitaire.

4.4. La militarisation de l'humanitaire.

La performance des ONG est étroitement associée à leur autonomie. Libres de toute contingence diplomatique, elles sont d'autant plus efficaces qu'elles maîtrisent seules les informations et les ressources dont elles disposent. Parallèlement les militaires n'ont pas la charge de la sécurité des acteurs non-étatiques ; et ces derniers cherchent plutôt à échapper au contrôle des États. Pour faire face aux risques qui s'intensifient au fil des mois, de plus en plus de sociétés de sécurité privées s'associent aux ONG sur le territoire irakien. C'est la militarisation de l'humanitaire.

Les ONG emploient beaucoup plus les SMP que l'on ne le pense. C'est une réalité dans toutes les zones de conflit, en Afghanistan, en Bosnie, au Congo, au Timor, en Haïti, au Soudan, en

Irak, etc. Bref, à chaque fois qu'une ONG opère dans un pays qui ne peut pas garantir sa sécurité et que les moyens militaires engagés ne la garantissent pas plus, l'organisation fait appel à des sociétés privées.

En Irak, des organisations humanitaires comme « *Save the Children* » ou CARE ont loué les services d'anciens militaires au plus fort des bombardements en Irak. Il faut savoir aussi que les SMP Triple Canopy ou encore Erinys sont responsables de la protection des employés de l'USAID.

Notons que l'ensemble des contrats que signent les ONG avec les SMP sont coordonnés en Irak par un centre sous contrôle de la société Aegis.³⁸

L'emploi des SMP par les ONG implique des difficultés et soulève de nombreuses questions.

La première d'entre elles est liée aux natures très différentes des organisations humanitaires et des sociétés militaires ; différences qui produisent inévitablement des tensions. Les sociétés militaires ont du mal à appréhender le contexte humanitaire dans lequel les ONG opèrent, ses enjeux et ses spécificités. Chaque ONG a sa propre sensibilité, ses méthodes qui s'accordent parfois mal avec une vision militaire sur le terrain.

Une autre difficulté est liée à la méconnaissance des SMP par les ONG. Celles-ci n'ont pas l'expertise suffisante pour signer les meilleurs contrats ; elles ne connaissent pas la complexité des liens qui existent entre les différentes sociétés, leurs intérêts propres qui peuvent être en désaccord complet avec l'organisation humanitaire. Il est pour cela que le gouvernement américain a loué les services de la société Aegis en Irak. C'est très difficile pour le gouvernement de signer les meilleurs contrats ; ça l'est encore plus pour une ONG. Cette question est primordiale car si une ONG loue les services d'une SMP qui ne respecte pas les garanties exigées et que des employés de cette société commettent des délits, l'ONG peut être tenue responsable.

4.5. Le bilan du recours aux SMP en Irak.

4.5.1. *Un coût financier important.*

L'externalisation provient d'une logique de rationalisation des coûts à l'origine. Cette pratique n'est intéressante que dans la mesure où elle permet de limiter les coûts ou bien d'augmenter la qualité des services. Mais ces principes sont très vite oubliés et le Pentagone a de plus en plus tendance à signer des contrats d'externalisation à n'importe quel prix au mépris de la libre concurrence. La conséquence est que la privatisation n'implique pas nécessairement un gain d'efficacité, de rapidité ou de prix. Si les lois du marché et de la concurrence ne sont pas garantis dans ces pratiques, la facture s'alourdit pour des services de plus en plus médiocres et

³⁸ SMP de Tim Spicer. Il détient aussi la société Sandline qui a été impliquée dans des contrats douteux en Afrique et en Papouasie Nouvelle Guinée. Depuis, les méthodes et les opérations de la société Aegis sont surveillées.

la privatisation s'apparente à un marché de monopoles. Aujourd'hui la facture de l'engagement en Irak semble confirmer cette tendance.

L'externalisation est censée répondre aux contraintes budgétaires et dégager des fonds qui permettent de moderniser les forces armées, de développer et d'acquérir de nouveaux systèmes d'armes. Le département de défense affirme pour sa part économiser grâce à l'externalisation.³⁹ Cet effet d'annonce ne se vérifie pas.

4.5.2. *Une politique de fuite en avant.*

40% des contrats signés par le gouvernement américains ces cinq dernières années pour des montants de plus de \$300 milliards ont été signés sans respect de la concurrence.⁴⁰ Dans le cas de Caci, la société impliquée dans les scandales d'Abu Ghraib, les enquêteurs ont montré que les interrogateurs civils avaient été embauchés par simple amendement d'un contrat qui avait été signé en 1998 entre la société et le ministère de l'intérieur.

Lors de la signature des contrats, le gouvernement américain n'a pas véritablement les moyens de garantir ses intérêts et ceux des citoyens américains. Pour cela, il faudrait qu'il se dote de moyens de contrôle suffisants pour superviser l'ensemble des contrats. Le département de Défense n'a pas aujourd'hui ces moyens en Irak ; et le gouvernement américain n'emploie qu'un faible effectif en Irak pour superviser les contrats malgré leur forte augmentation.

La nature même des contrats est préjudiciable à l'administration américaine. En effet, ceux-ci sont pour la plupart basés sur le principe du « cost plus » qui garanti un plus grand bénéfice aux sociétés privées si la facture de l'engagement s'alourdit. Combinée avec une mauvaise gestion, ce principe augmente le risque d'abus, de malversations et de surfacturations des services. Parallèlement le gouvernement ne sanctionne pas véritablement les entreprises qui tricheraient : les sociétés Halliburton et Caci ont toujours des contrats importants et juteux malgré leur implication dans des affaires de fraudes.

Nous observons donc d'une part, une volonté du gouvernement américain d'externaliser de nombreuses fonctions qui s'apparenterait à une fuite en avant. Mais d'autre part, l'administration ne semble pas mettre en place les outils pour contrôler efficacement le phénomène. Cette dynamique joue en faveur des acteurs privés qui sont tous puissants : de moins en moins l'administration américaine n'est en mesure de contrôler et de concurrencer les acteurs privés. Quel est l'avenir pour les SMP en Irak ?

³⁹ \$11 milliards entre 1997 et 2005.

⁴⁰ P.Singer, *Outsourcing War*, 2005.

4.6. Les perspectives.

Depuis les élections américaines, l'administration Bush est très critiquée pour sa politique en Irak. Les positions américaines évoluent : le renfort de 21 500 hommes vient d'être décidé par le président. Les conséquences d'un changement de politique américaine auront un impact sur l'avenir des SMP en Irak.

4.6.1. *Les conclusions du Rapport Baker.*

Le récent rapport Baker⁴¹ considère qu'une condition impérative de succès en Irak est la formation rapide de la police irakienne. Or en Irak, cette formation est majoritairement promulguée par les SMP ; les sociétés militaires privées ont d'ores-et-déjà réalisé un travail remarquable de formation des polices et de l'armée irakienne. Le rapport du groupe d'étude préconise d'intensifier les efforts. Il n'est donc pas impossible que l'on assiste à un renforcement des SMP chargées de cette formation dans les mois à venir.

4.6.2. *Vers une intervention privée.*

Avec la décision du président Bush de renforcer le dispositif en Irak, la force accumule encore des ressources ; elle s'exerce aujourd'hui dans un contexte infiniment plus coûteux qu'en 2003. Parallèlement, l'élévation des coûts s'est aussi accompagnée d'une élévation des risques. Et l'on peut légitimement se demander si cette évolution peut encore être véritablement compensée par un renforcement des moyens ? La situation au Moyen-Orient semble plutôt démontrer le contraire : plus les Américains affichent leur force et plus ils suscitent des comportements complexes de crainte, de frustration ou de méfiance. Cette spirale ne semble pas vouloir s'arrêter.

Nous avons vu par ailleurs que l'externalisation et l'emploi des SMP permettaient à l'administration américaine d'intervenir avec des moyens privés lorsque les moyens de l'État ne permettaient plus de le faire. Un recours encore plus conséquent aux entreprises de droit privé lui permettrait donc d'intensifier son action sans afficher officiellement une augmentation des moyens et de la force en Irak.

Mais cette politique aurait deux conséquences majeures et risquées. Premièrement elle encouragerait une « intervention privée » qui accentuerait de fait les risques d'abus et d'une violence non maîtrisée ; et deuxièmement elle confirmerait la tendance déjà observée⁴² de voir le secteur privé dicter sa loi sans que l'État ait véritablement les moyens d'un contrôle.

⁴¹ Rapport d'enquête du groupe d'étude sur l'Irak présidé par James Baker et Lee Hamilton, décembre 06.

⁴² Décrite dans le paragraphe 4.5.2. *Une politique de fuite en avant.*

4.6.3. *Quel devenir pour les SMP après le retrait des troupes en Irak ?*

Face à la pression du Congrès et de l'opinion publique américaine, il est tout à fait envisageable d'observer un retrait rapide des forces en Irak dès 2008. Quelles pourraient être alors les conséquences pour les SMP implantées sur le territoire irakien ?

La réponse à une telle question est sans doute très difficile à donner mais il est tout de même possible de dégager des grandes tendances. En premier lieu, même si le pays s'installe dans une guerre civile, les enjeux économiques resteront énormes, le besoin de reconstruction toujours important. Les entreprises de reconstruction seront donc toujours présentes. Et pour leur sécurité, elles auront recours aux SMP. Mais dans quel volume ?

Ce qui est le plus vraisemblable a été décrit dans le paragraphe précédent : une évolution vers une intervention privée. Mais dans ce cas précis, cette intervention privée sera engagée au profit des entreprises qui ont des intérêts en Irak. La logique déjà observée de la toute puissance du secteur privé dans les affaires d'externalisation n'en sera que décuplée. Les moyens de contrôle de l'État seront encore plus faibles. Il y a là un risque réel d'inflation vers une sécurité à tout prix qui favorise les marchés parallèles d'armement et l'augmentation de la violence dans la région. Ce serait peut-être alors le début d'un retour vers un mercenariat classique et des pratiques inquiétantes.

Les leçons de la campagne en Irak permettent de mieux connaître les enjeux de la privatisation et de réduire les effets pernicious et dangereux de cette pratique au jour le jour. L'évolution des pratiques donne l'illusion d'une plus grande sécurité pour les acteurs sur le terrain. Ces évolutions s'accompagnent aussi d'une augmentation considérable des coûts alors que les pratiques d'externalisation devaient combattre cette tendance à l'origine.

En revanche les retours d'expériences ne permettent pas encore d'envisager un avenir sans risque. Au contraire, l'avenir pourrait même s'apparenter à un retour vers une forme de mercenariat classique qui échapperait totalement au contrôle de l'administration américaine et qui encouragerait un embrasement de la région.

CONCLUSION.

La vision de la guerre en Irak relayée par les médias voudrait que celle-ci soit menée par des armées publiques de la coalition et elles seules. La réalité est tout autre. Aujourd'hui, la lutte contre le terrorisme, la mondialisation, l'évolution des crises et l'intervention en Irak a encouragé l'administration américaine à promouvoir une politique libérale forte « d'externalisation ». Fournissant hommes, services et matériels, les entreprises privées ont une grande emprise sur les activités militaires et civiles en Irak. Elles facilitent l'intervention de la force armée ; elles permettent aussi une plus grande sécurité des acteurs impliqués sur le territoire. Mais également, en brouillant les repères traditionnels, leurs activités sont parfois aux marges du droit et de la responsabilité politique.

Le bilan est donc contrasté. Les sociétés militaires privées sont incontournables en Irak ; elles facilitent l'action américaine mais dans le même temps nécessitent une organisation lourde de coordination et de contrôle. Les outils nécessaires se sont développés, mais paradoxalement ne limitent pas la toute puissance du secteur privé dans le marché de l'externalisation. Aussi, les acteurs privés joueront-ils vraisemblablement un rôle de plus en plus grand ; et les contours du phénomène bougent et ne sont pas encore connus. Vers quelles évolutions allons-nous ? Les retours d'expériences nombreux en Irak ne permettent malheureusement pas de répondre avec précision à cette question ; mais ils font craindre le pire.

Malgré la réserve, la garde nationale et les acteurs privés, les américains ne sont pas capables de mener une guerre de longue durée comme celle engagée en Irak sans un renfort de forces terrestres. Le président Bush vient de décider l'envoi de 21 500 soldats supplémentaires malgré une forte réticence du Congrès et de l'opinion publique. Ce premier constat d'échec prouve que la politique libérale américaine et le recours massif aux SMP n'apportent pas la solution au conflit en Irak.

Au final, les activités des SMP en Irak montrent que bien des actions doivent être entreprises pour garantir la légalité et la légitimité de ces entreprises sur la scène internationale. Pourtant, l'administration américaine n'affiche pas une volonté farouche pour contrôler le phénomène ; c'est le secteur privé qui dicte les lois. Ces évolutions sont inquiétantes ; elles doivent nous encourager à poursuivre les études pour bien comprendre un phénomène qui paradoxalement peut aussi être une aide pour l'intervention armée dans les crises modernes.

Le retour d'expérience du modèle américain qui s'étale au grand jour en Irak doit nous aider en France à réfléchir sur le bien fondé et les opportunités que peut offrir l'externalisation. En effet, un transfert plus large des tâches de Défense vers des sociétés privées en France n'est pas à écarter. Et les conséquences d'une telle pratique doivent être étudiées.

ANNEXE 1 : LES SMP IMPLIQUEES EN IRAK.

AD Consultancy	Escorte, Sécurité, garde du corps, protection.
Aegis Defence Services	Protection des projets irakiens et intérêts irakiens (prisonniers, champs pétroliers).
AirScan	Surveillance aérienne
AKE Limited (UK)	Renseignement, Sécurité.
American International Security	Protection, analyse de risques.
Applied Marine Technology Inc.	SIC, drones.
ArmorGroup	Protection de zones à Mossoul, Bagdad et Basora.
BH Defense	Escorte de convois, support logistique.
Blackheart International, L.L.C.	Entraînement, conseil juridique, formation de police.
Blackwater USA	Protection, escorte de convois, gardes du corps, sécurité.
CACI www.caci.com	Services logistiques pour l'US Navy – interrogations ?
Carnelian International Risks www.carnelian-international.com	
CastleForce Consultancy Ltd	Sécurité.
Centurion Risk Assessment Services www.centurion-riskservices.co.uk	Préparation aux métiers dangereux et conditions extrêmes.
Cochise Consultancy Inc.	Protection de VIP, Sécurité.
Combat Support Associates www.csakuwait.com	Services de soutien aux combats.
Control Risks Group	Protection rapprochée, sécurité.
Critical Intervention Services www.cisworldservices.org	Protection, enquêtes, audit.
Custer Battles www.custerbattles.com	Logistiques, Sécurité, sécurité de l'aéroport international de Bagdad.
Decision Strategies	Enquêtes, audits, aide à la décision.
Diligence Middle East	Audit, Sécurité, protection rapprochée.
D S Vance Iraq	Protection, escorte de convois, force protection.
DTS Security LLC	Audits, location de matériel
DynCorp International LLC	Formation de police ; rétablissement justice.
EOD Technology	Approvisionnement en munitions, protection d'opérations sur pipelines.
Erinys International www.erinysinternational.com	Sécurité des infrastructures pétrolières.
Genric	Location de matériel (transmission, 4x4 blindés et armés...)
Global Risk StrategiesLtd www.globalrsl.com	Sécurité, logistique...
Global Security Source	Garde d'ambassade.
Group 4 Falck A/S	Patrouilles, garde, protection rapprochée.
Hart Group	Logistique portuaire.
ICP Group Ltd	Soutien sécurité, protection, équipements de sécurité, logistique....
ISI	Protection de la zone verte, gardes entraînés par l'US Army.
ManTech International Corp	Télécommunications, soutien.

MPRI	Entraînement des gardes nationaux pour conduite de camions en zones de guerre, soutien à la reconstruction, linguistes.
MZM	Linguistes et traducteurs.
Optimal Solution Services	Sécurité
Ronco Consulting Corporation	Audit, déminage.
Rubicon International Services	Protection.
Steele Foundation	Protection pour entreprises de reconstruction, Sécurité
Sumer International Security	Sécurité, protection, gardes du corps.
Titan Corp	Traducteurs.
Triple Canopy Inc.	Sécurité des convois
Unity Resources	Protection.
USA Environmental	Explosifs, expertise.
Vinnell Corporation	Entraînement de l'armée irakienne.
Wade-Boyd and Associates LLC	Soutien juridique; chiens de détection d'explosifs, protection.
Worldwide Language Resources, Inc	Interprètes, traducteurs, linguistes.

Sources : Isenberg David, British American Security Information Council (BASIC) , Basic research report, *A Fistful of Contractors: The Case for a Pragmatic Assessment of Private Military Companies in Iraq, 2004.*

ANNEXE 2 : EXEMPLE DE LA SOCIÉTÉ BLACKWATER.

Blackwater USA

<http://www.blackwaterusa.com/>

850 Puddin Ridge Rd. Moyock, NC 27958, USA

Email: susanm@blackwaterusa.com

Dans un milieu qui manque parfois de transparence, la société Blackwater a la réputation d'être très professionnelle ; pas la moindre affaire ne vient ternir sa réputation. Cette société joue la carte de la transparence ; elle est très ouverte aux médias.

Son activité de prédilection était à l'origine l'entraînement des militaires mais ses compétences s'élargissent. Cette jeune société fut fondée en 1996 par Gary Jackson, ancien nageur de combat (Navy Seal). Elle est implantée à Moyock non loin de la base navale de Norfolk. Les structures d'entraînement dont dispose la société sont parmi les plus performantes aux États-Unis. Plus de 50 000 personnes ont suivi les programmes d'entraînement de Blackwater ; tous les experts s'accordent pour vanter la qualité de cette formation. Depuis 2001, la société propose des programmes de formation et de lutte contre le terrorisme. A ce titre, elle a obtenu un contrat de plus de \$35 millions avec la Navy pour la formation de « force protection » de 10 000 marins.

La société a très vite proposé les services de professionnels formés au combat au gouvernement américain. Gary Jackson précisait lors d'un entretien accordé au Guardian : « nous avons une croissance de plus de 300 pour cent ces trois dernières années ; mais nous sommes bien petits comparés aux grands. Nous sommes sur un marché spécifique très étroit ; nous travaillons pour former et fournir la crème de la crème, les meilleurs combattants ».

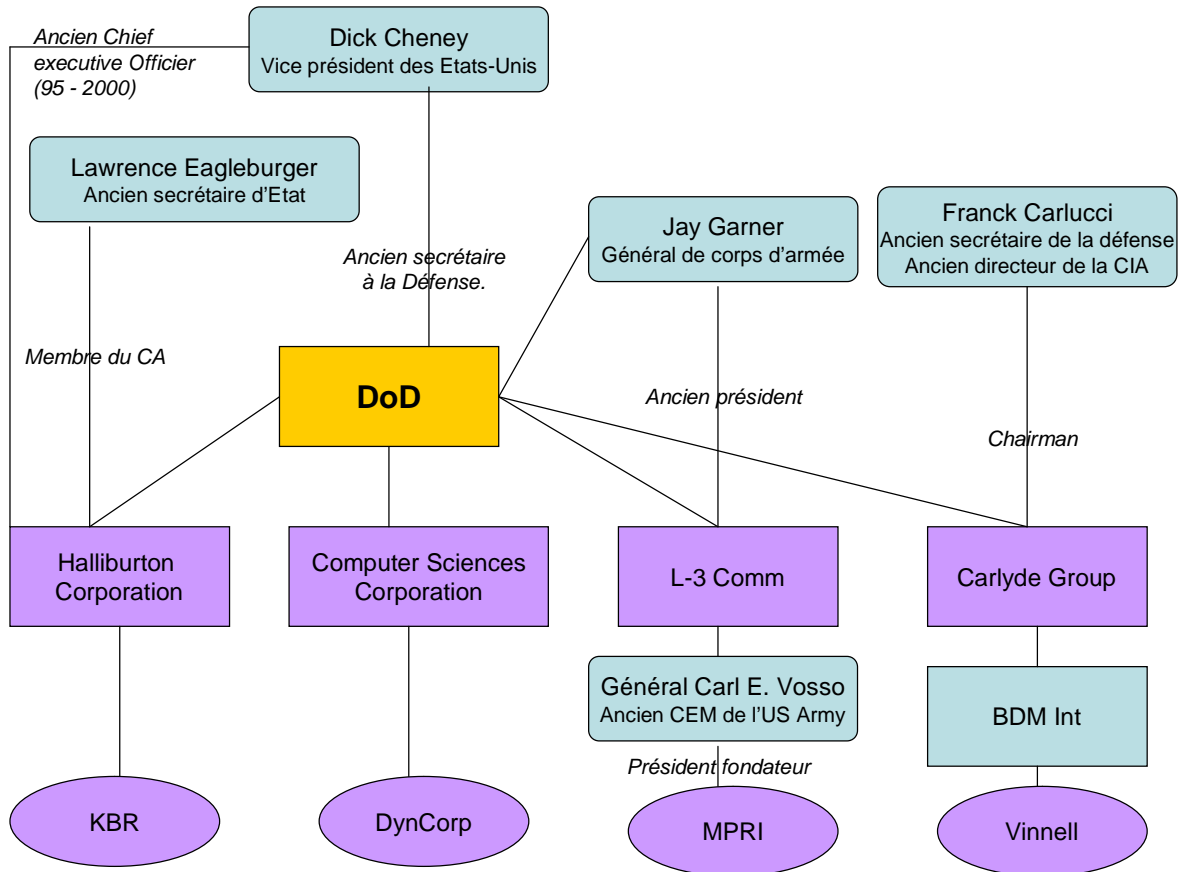
La société a employé exclusivement des anciens militaires les premières années. Pour faire face à l'augmentation importante de la demande, Blackwater recrute dans le monde entier des anciens commandos et des policiers (30% de son personnel). Elle emploie notamment des commandos chiliens qui servaient sous les ordres du général Pinochet.

Les opérations de la société en Irak sont assez confidentielles et officiellement 500 employés travaillent en Irak. La mission la plus visible était la protection de Paul Bremer, mais les hommes de Blackwater ont d'autres missions de sécurité et d'escorte de convois.

La division de Blackwater qui travaille en Irak est « Blackwater Security Consulting ».

Sources : P. Singer, *Warriors for Hire in Iraq*, brookings institute, 2005 et British American Security Information Concl, *A Fistful of Contractors: The Case for a Pragmatic Assessment of Private Military Companies in Iraq*, sept. 2004.

ANNEXE 3 : L'ADMINISTRATION REPUBLICAINE ET LES SMP : DES LIENS TRES ETROITS ET DES INTERETS CONVERGENTS.



Sources : Sami Makki, Militarisation de l'humanitaire, Privatisation du Militaire, Editions du CIRPES, coll. « Cahier d'études Stratégiques », n°36-37, 2004.

TABLE DES MATIERES.

INTRODUCTION	1
1. SMP : UN PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE	3
1.1. Evolution du monde et émergence d'un phénomène.	3
1.2. Institutionnalisation de la privatisation	4
1.2.1. <i>Epine dorsale de la stratégie globale du footprint.</i>	4
1.2.2. <i>Une volonté affichée dans la QDR 2006.</i>	5
1.2.3. <i>Un marché important.</i>	6
1.3. Le contrôle étatique.	7
1.3.1. <i>Les différents types de contrats</i>	7
1.3.2. <i>Un contrôle limité</i>	8
1.3.3. <i>Une connaissance des contrats douteuse.</i>	9
1.3.5. <i>Les préoccupations et les efforts en Irak.</i>	10
2. LES SMP EN IRAK.	11
2.1. Coalition of the billing.	11
2.1.1. <i>Un besoin essentiel pour la coalition en Irak.</i>	11
2.1.2. <i>Le DoD emploie des SMP pour combler les lacunes militaires.</i>	11
2.2. Une implantation obscure.	12
2.2.1. <i>Des chiffres difficiles à connaître.</i>	12
2.2.2. <i>Des activités méconnues.</i>	13
2.3. Trois niveaux de services - exemples.	14
2.3.1. <i>Le Soutien</i>	14
2.3.2. <i>Conseil et entraînement.</i>	14
2.3.3. <i>Participation aux combats : un rôle tactique ?</i>	15
2.4. Coordination sur le terrain.	16
2.4.1. <i>Vision des militaires sur le terrain.</i>	17
2.4.2. <i>Le partage de l'information.</i>	18
3. LES QUESTIONS SOULEVEES.	19
3.1. Le profit des entreprises et leur contrôle	19
3.1.1. <i>Logiques commerciales et bien commun.</i>	19
3.2. Absence de règles pour une industrie importante.	20
3.2.1. <i>Les règles de conduite.</i>	20
3.2.2. <i>Application des règles d'engagement (ROE).</i>	20
3.3. Le recrutement / les hommes.	21
3.3.1. <i>Le recrutement d'anciens militaires</i>	21
3.3.2. <i>Des hommes mieux payés.</i>	22
3.4. L'action publique par des moyens privés.	23

3.4.1.	<i>Une diminution artificielle du prix de la campagne en Irak.</i>	23
3.5.	SMP et droit international.	23
3.5.1.	<i>Des civils enrôlés dans des opérations militaires : quel statut.</i>	23
3.5.2.	<i>Quelle est l'autorité légitime.</i>	24
3.6.	L'avenir des militaires.	25
4.	LES LEÇONS DE L'IRAK	27
4.1.	Le scandale de la prison d'Abu Ghraib.	27
4.2.	Le programme LOGCAP, une vulnérabilité américaine ?	28
4.3.	La reconstruction de l'Irak.	28
4.3.1.	<i>Les sociétés de reconstruction : un besoin de sécurité croissant</i>	28
4.4.	La militarisation de l'humanitaire.	29
4.5.	Le bilan du recours aux SMP en Irak.	30
4.5.1.	<i>Un coût financier important.</i>	30
4.5.2.	<i>Une politique de fuite en avant.</i>	31
4.6.	Les perspectives.	32
4.6.1.	<i>Les conclusions du Rapport Baker.</i>	32
4.6.2.	<i>Vers une intervention privée.</i>	32
4.6.3.	<i>Quel devenir pour les SMP après le retrait des troupes en Irak ?</i>	33
	CONCLUSION.	34
	ANNEXE 1 : LES SMP IMPLIQUEES EN IRAK	35
	ANNEXE 2 : EXEMPLE DE LA SOCIETE BLACKWATER.	37
	ANNEXE 3 : L'ADMINISTRATION REPUBLICAINE ET LES SMP : DES LIENS TRES ETROITS ET DES INTERETS CONVERGENTS.	38

TABLE DES ILLUSTRATIONS.

Fig 1 : Pays dans lesquels les SMP soutiennent les forces américaines en opération (2003).	4
Fig 2 : Contractualisation et contrôle des PMC (SMP).....	9
Fig 3 : Employés de sociétés privées morts en Irak	13
Fig 4 : Logisticiens en Irak et au Koweït (Octobre 2005).....	13
Fig 5 : acteurs en Irak.....	17
Fig 6 : Demande d'assistance à la ROC.....	29

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français :

Badie B., *L'impuissance de la Puissance*, Fayard, Paris, 2004.

Fukuyama F., *State Building, gouvernance et ordre du monde au XXIe siècle*, La Table Ronde, Paris, 2005.

Gauthier Louis, *Face à la Guerre*, La Table Ronde, Paris, 2006.

Makki Sami, *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire et stratégie globale des États-Unis*, CIRPES, coll. Cahiers d'Études Stratégiques, n°36-37, 2004.

Geddes John, « *Autoroute vers l'enfer* », Movie Planet, 2006.

Joxe Alain, *L'Empire du chaos : les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, Paris, La Découverte, 2002. - *L'Amérique mercenaire*, Paris, Petite bibliothèque Payot, nouvelle édition, 1995.

Ouvrages en anglais :

Woodward Bob, *State of Denial : Bush at War*, part III, Simon & Schuster, 2006.

Singer Peter W., *Corporate Warriors: The Rise of the Privatized Military Industry*, Cornell University Press, New York, 2003.

Crane Conrad & Ulrich Marybeth Peterson, *Potential Changes in US. Civil-Military Relations, Defeating Terrorism*, US Army War College, Strategic Studies Institute, 2002.
www.carlisle.army.mil/ssi/pubs/

Articles en français :

Leser Éric, *Armée américaine : La pire crise depuis 30 ans*, Le Monde, 8 décembre 2006.

Makki Sami, *Sociétés militaires privées dans le chaos irakien*, Le Monde diplomatique, 2004.

Tremblais Jean-Louis, *Mercenaires 50 000 Cerbères de l'Enfer en Irak*, Le Figaro, décembre 2006.

Articles en anglais :

Avant Deborah, *Privatizing Military Training*, Foreign Policy in Focus, Volume 7, Number 6, May 2002. URL :www.fpif.org.

Hirsh Michael, *Follow the Money*, Newsweek, 2006.

Krahmann E, *Conceptualizing Security Governance*, Corporation and Conflicts, vol 38, mars 2003, pp.5-26.

Singer Peter W., *Outsourcing the war*, Brooking Institutions, 2005. - *Humanitarian principles, private military agents: some implications of the privatised military industry for the humanitarian community*, Brooking Institutions, 2006.

Smith E, *The New Condottieri and US Policy: The Privatization of Conflict and Its Implications*, Parameters, 2003, pp. 106-119.

Makki Sami & Meek Sarah, *Military Companies and the Private Proliferation of Arms*, Biting the Bullet Briefing 11, Londres, International Alert, 2001. www.international-alert.org.

Rapports:

Quadrennial Defense Review Report, 2001.

Quadrennial Defense Review Report, 2006.

US GAO, *Contingency Operations: Army Should Do More to Control Contract Cost in the Balkans*, NSDIAD-00-225, 2000. www.gao.gov.

US GAO, *Military operations: Contractors Provide Vital Services to Deployed Forces but Are Not Adequately Addressed in DOD Plans*, GAO Report, GAO-03-695, 2003.

US GAO, *Rebuilding Iraq: actions Needed to Improve Use of Private Security Providers*, GAO-05-737, juillet 2005.

Feickert Andrew, CRS Report for Congress, *US Army's Modular Redesign: Issues for Congress*, mai 2006.

Katzman Kenneth, CRS Report for Congress, *Iraq: Post-Saddam Governance and Security*, RL 31339, octobre 2006.

Nina M. Serafino, CRS Report for Congress, *Peacekeeping and Related Stability Operations: Issues of US Military Involvement*, RL 33557, juillet 2006

Williams Michael, *Civil-Military Relations and Peacekeeping*, Adelphi Paper 321, IISS Londres, Oxford University Press, 1998.

Isenberg David, British American Security Information Council (BASIC) , Basic research report, *A Fistful of Contractors: The Case for a Pragmatic Assessment of Private Military Companies in Iraq, 2004*.

Andrew Feickert, CRS report for Congress, *U.S. Army's Modular Redesign: Issues for Congress*, 2006.

Essais.

Singer Peter W., *War, Profits and Vacuum of Law: Privatized Military Firms and International Law*, Columbia Journal of Transnational Law, 2004.

Reportages audiovisuels :

Gaviria Marcela & Smith Martin, *Private Warriors*, Frontline, 2005, www.frontline.org.

Sites internet – think tanks américains:

The Arms Control Association - www.armscontrol.org/

American Foreign Policy Council - www.afpc.org/

The Brookings Institution - www.brookings.edu/

Council on Foreign Relations: State Department Reform Task Force Report - www.cfr.org/p/pubs/StateDepart_TaskForce.html

Foreign Policy Association - www.fpa.org/

www.infoguerre.com/